ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1421 - 29 septembre 1995 - prix : 9 F

Affaires Juppé, Carignon...

POLITICIENS EN SOLDE...

AFP

ET À LA SOLDE DU GRAND PATRONAT !

Gel des salaires, attaques contre les retraites

TOUS CONCERNÉS !

M 6189 - 1421 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – L'éditorial d'Arlette Laguiller

2 – Les fêtes de Lutte Ouvrière.
– Le prochain Cercle Léon Trotsky
– L'élection partielle d'Ille-et-Vilaine

Leur société

3 – Le budget et l'OCDE

4 – Salaires, retraites : mauvais coups en perspective

5 – Gandois – Juppé : comme larrons en foire
– La crise monétaire
– Les bénéfices records des entreprises

6 – Chirac et les accords de Schengen
– La télé complice des charlatans
– SOS-Racisme et le livre de de Boishue

10 – Hauts-de-Seine : la rentrée scolaire
– SNCF (région Orléans) : suppressions de postes

Dans le monde

7 – Bosnie : les préparatifs du repartage territorial
– La guerre et les profits

8 – Etats-Unis : grève des journaux à Detroit

9 – L'accord israëlo-palestinien

16 – Turquie : les socio-démocrates rompent la coalition gouvernementale

Dans les entreprises

11 – GEC-Alsthom (Belfort) : non aux licenciements !
– Sidérurgie lorraine : accidents mortels

12 – SNECMA (Gennevilliers) : la restructuration
– Les nettoyeurs font reculer leur direction

13 – Semurval (Valenciennes)
– Dans le Cher : les négriers du cornichon
– Région lyonnaise : stage très spécial à ABB Control

Il y a cent ans

14 – Septembre 1895 : la naissance de la CGT

Voir

15 – Film : Le regard d'Ulysse
– Le cirque tzigane à Paris

FÊTES DE LUTTE OUVRIÈRE

– À TOURS
SAMEDI 30 SEPTEMBRE
de 15 h à 24 h
Salle de la Pléiade à LA RICHE

– À LIMOGES
SAMEDI 30 SEPTEMBRE
à partir de 17 h 30
Salle des fêtes de LANDOUGE

– À LYON
SAMEDI 30 SEPTEMBRE
à partir de 18 h
DIMANCHE 1er OCTOBRE
de 12 h à 19 h
Hall des fêtes de SAINT-FONS

– À TOULOUSE
SAMEDI 30 SEPTEMBRE
à partir de 18 h
DIMANCHE 1er OCTOBRE
jusqu'à 19 h
Parc de LA MOUNÈDE
(route de SAINT-SIMON)

– À NANCY
SAMEDI 30 SEPTEMBRE
à partir de 16 h
Centre culturel Jean L'Hôte
NEUVES-MAISONS

– À GRENOBLE
SAMEDI 7 OCTOBRE
à partir de 15 h
Foyer Municipal de PONT-DE-CLAIX
(arrêt des bus n°8
Mairie de Pont-de-Claix)

Soutenez Lutte Ouvrière !

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : «Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière» et à envoyer à :
Lutte Ouvrière – BP 233 – 75865 Paris cedex 18
Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 1 000 F consenti à un mandataire doit être versé par chèque.

UN CANDIDAT DE LUTTE OUVRIÈRE dans la 4e circonscription d'Ille-et-Vilaine

Dans la 4e circonscription d'Ille-et-Vilaine (Redon), une élection législative partielle est organisée le 8 octobre, suite au désir du ministre Madelin, récemment «démissionné» pour avoir claironné un peu trop fort le programme antiouvrier de Juppé, de retrouver son poste de député.

Lutte Ouvrière présente la candidature de Jean-Pierre GAUDIN, employé à l'URSSAF et militant syndical.

Réunion publique de soutien à la candidature de Jean-Pierre Gaudin à Redon
Vendredi 6 octobre, à 20h30,
Maison des fêtes de Bellevue
avec la participation d'Arlette Laguiller

La prochaine réunion du
Cercle Léon Trotsky
aura pour thème :

De Babeuf aux débuts du Parti Communiste :
LA LUTTE POUR LA CONSTITUTION D'UN PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Vendredi 6 octobre 1995 à 20h30
Salle de la Mutualité – 24, rue Saint-Victor – 75005 Paris
Métro : Maubert-Mutualité – Participation aux frais : 20 F

Lutte de classe n°15 (septembre-octobre 1995) est parue :

Au sommaire :
- **Contre les essais nucléaires français... et contre le pacifisme !**
- **La rentrée politique en France et «l'opposition constructive» du PCF et du PS**
- **Ex-Yougoslavie : entre la guerre ouverte et la paix armée**
- **États-Unis : le système du bipartisme en question ?**

Prix : 10 F – Envoi contre 12 F en timbres

À nos lecteurs

Comme vous le savez, nous essayons de rencontrer ceux qui ont voté pour Arlette Laguiller, notre candidate lors de l'élection présidentielle. Nous estimons en effet qu'il faut reconstruire un parti qui défende réellement les intérêts politiques de l'ensemble des travailleurs, que c'est nécessaire et urgent, pour éviter qu'on réduise encore un plus grand nombre d'entre nous au chômage, qu'on diminue les salaires et le niveau de vie de ceux qui travaillent, et tout cela au profit d'une petite minorité de riches.

Mais vous pouvez vous associer facilement à cet effort.

En effet, après avoir lu notre hebdomadaire, il suffirait de le donner à un ami, à un proche, à un camarade de travail, à un voisin, qui pourrait être intéressé par un article ou un autre, qui n'est pas déjà un de nos lecteurs.

Recommandez-lui l'article en question et il fera ainsi connaissance avec nos idées et peut-être deviendra-t-il à son tour un lecteur régulier.

Vous contribuerez ainsi à construire le parti qui manque tant à tous les travailleurs.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) – membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIÈRE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE – B.P. 233 – 75865 PARIS CEDEX 18 – FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière – BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 – est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 16 000 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc – 93150 Le Blanc-Mesnil – 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIÈRE – LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Affaires Juppé, Carignon...

POLITICIENS EN SOLDE... ET À LA SOLDE DU GRAND PATRONAT !

Le président du « Service central de prévention de la corruption » a bien failli « démissionner » sans le savoir, avant de pouvoir dire ce qu'il pensait de l'ingérence du Premier ministre dans le loyer de son fiston, du temps où il était adjoint au maire de Jacques Chirac, à la Mairie de Paris. Le gouvernement en est aujourd'hui réduit à déclarer, par la bouche de Monsieur Toubon, qui n'a jamais si bien mérité son nom, que ce service n'a rien à voir avec la justice, dont il est ministre. Pour la justice, Juppé serait blanc comme neige. Bon !

On ne peut pas dire, on a un président, un Premier ministre et un ministre de la Justice qui se tiennent les coudes et savent se sortir des mauvais pas.

Mais les mauvais pas où se trouvent les travailleurs et toute la population, il ne faut pas compter sur ces gens-là pour en sortir. Ce n'est pas leurs oignons. On n'est pas leur progéniture, que diable !

Pendant ce temps, Alain Carignon, ancien ministre, ancien maire de Grenoble, est jugé parce qu'il se serait mis indûment dans la poche quelque 20 millions de francs (2 milliards de centimes). En effet, en tant que maire de Grenoble, il a privatisé le service des eaux de la ville au profit d'une société privée qui, sans doute, est celle qui a offert le plus gros pourboire.

Recevoir un pourboire, quand il s'agit de l'eau, cela n'a pas paru choquant à Toubon. Mais cela peut quand même paraître choquant aux Grenoblois qui, en plus de leur bibine au robinet, doivent payer les pourboires d'Alain Carignon.

Celui-ci se défend en disant qu'il ne s'agissait pas d'enrichissement personnel mais de financer sa campagne politique. A notre avis, ce n'est pas mieux puisque cela s'est fait aussi avec l'argent des Grenoblois. Si certains d'entre eux avaient voulu financer sa campagne, ils l'auraient fait sans qu'il prenne l'argent en douce dans leur poche.

Et puis « pas d'enrichissement personnel » peut-être. Mais en tout cas l'appartement de 200 mètres carrés qui aurait été mis gracieusement à sa disposition boulevard Saint-Germain à Paris, ce n'est quand même pas rien !

Dans le même temps, le PDG des super et hypermarchés Continent vient d'être emprisonné lui aussi pour une affaire pas jolie-jolie. Il aurait versé des pots-de-vin à différents hommes politiques, ce qui après tout, semble monnaie courante. On l'accuse d'avoir corrompu ces hommes politiques, ce qui paraît injuste car ces derniers n'avaient sûrement pas besoin de lui pour cela : si ce n'avait été lui, cela aurait été un autre.

Mais lui aussi se serait payé un certain nombre de choses sur le compte de sa société, ce qui revient à truander le fisc. C'est somme toute habituel pour ces gens-là. Ce qui est le plus choquant, c'est que cela vienne de ces PDG de grandes surfaces qui paient leur personnel au lance-pierres, qui lui demandent de savoir se sacrifier, d'accepter n'importe quel horaire, etc. pour le bien des consommateurs, bien sûr.

Comme on voit, le beau monde qui nous gouverne à la tête du pays ne vaut pas mieux que celui qui nous gouverne à la tête des grandes villes ou que celui qui dirige les grandes entreprises du pays.

Et notre sort dépend de tous ces gens-là ! On élit plus ou moins les gouvernants politiques, mais ceux qui ont les moyens de les acheter ont infiniment plus d'influence, à quelques-uns, que n'en ont des millions d'électeurs.

Et quant à ceux qui dirigent les grandes entreprises, ils achètent des hommes politiques plus facilement que nous nous achetons un beefsteak dans leurs supermarchés.

Ce qui est pire, c'est qu'ils peuvent se permettre de licencier des centaines, voire des milliers de salariés et de créer la misère pour les autres, là où ils se bâtissent des fortunes.

Alors, il faudra bien qu'un jour, les travailleurs changent tout cela.

Budget

L'OCDE À LA RESCOUSSE DE L'AUSTÉRITÉ

L'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) a de bons conseils à donner au gouvernement Juppé. Le projet de budget présenté par celui-ci pour 1996 serait tout à fait insatisfaisant à cet organisme international qui, entre autres choses, surveille la marche des affaires des capitalistes et la santé de leurs États et distribue ses conseils avisés aux gouvernants et aux financiers.

Sous prétexte, une fois de plus, de réduire les déficits publics français et d'harmoniser les économies européennes conformément à l'objectif fixé par le traité de Maastricht, on trouve ainsi ces quelques conseils dans le dernier rapport de l'OCDE sur la France :

Il faut réduire les dépenses publiques et « *atteindre ce critère en 1997 ne pourrait se faire qu'en élaguant des postes de dépenses importants, à savoir les rémunérations des fonctionnaires et les dépenses sociales* ». Et de poursuivre : « *On pourrait procéder à des opérations de rationalisation et se fixer des objectifs de réduction de l'emploi public* », beaucoup trop important en France, à son goût.

Et puis, une « *modération salariale* » serait également la bienvenue. Quant aux dépenses sociales, l'OCDE déclare que « *la réforme de la Sécurité sociale doit être poursuivie avec vigueur* » et que, de son point de vue, « *peu de progrès ont été faits pour ce qui concerne le secteur hospitalier* ». Le régime des retraites n'est pas oublié : le recul de cinq ans de l'âge de la retraite ainsi que l'augmentation de 10 points des taux de cotisation lui conviendraient parfaitement. La suite, à l'avenant.

En somme, Juppé reçoit les encouragements de l'OCDE et des gouvernements des grandes puissances qui y sont prépondérantes (États-Unis, Japon, Allemagne, etc.) pour aggraver encore sa politique antiouvrière. Même les critiques faites par l'OCDE à la rigueur « *insuffisante* » de son projet de budget entrent au fond très bien dans son jeu, en lui permettant de dire qu'il a malgré tout des préoccupations sociales puisque, s'il s'en tenait à ce que préconise l'OCDE, il serait obligé de nous faire payer encore plus !

Par-delà les concurrences, le système capitaliste, les bourgeois, le grand patronat et toute la clique des riches convergent sur un objectif : faire payer les exploités, ceux qui sont déjà les plus pauvres. C'est à peu près à cela que se résume ce qu'on appelle maintenant « *la pensée unique* »... Le plus dur pour eux, c'est de faire encore semblant d'avoir des avis différents.

L. P.

Salaires, retraites

TOUS CONCERNÉS

Les syndicats de fonctionnaires se sont mis d'accord pour appeler à une grève le 10 octobre prochain, pour s'opposer à la décision du gouvernement de bloquer les salaires des fonctionnaires en 1996 ainsi qu'aux menaces qui pèsent sur leurs retraites.

Les représentants du gouvernement ne cessent de répéter que leurs attaques contre les fonctionnaires correspondent, de leur part, à un souci de vouloir rétablir l'équilibre, pour tout dire à un souci de justice sociale. Car, répètent ces «justiciers», les fonctionnaires bénéficient d'une grande stabilité d'emploi – ce qui est loin d'être vrai pour tous ceux qui travaillent dans la fonction publique. L'objectif du gouvernement – mais il n'innove pas en la matière – est d'accentuer le clivage entre les fonctionnaires et les travailleurs du secteur privé, et plus généralement de développer une campagne démagogique auprès de la petite bourgeoisie, prompte à reprendre tous les préjugés, tous les mensonges qui depuis des décennies circulent sur ces fonctionnaires qui, prétendument, ne feraient rien parce qu'ils seraient inamovibles, et qui coûteraient cher à l'État tout en ne servant à pas grand-chose.

Pour qui s'est déjà retrouvé dans un hôpital, et personne parmi les plus pauvres ne peut y échapper, comme visiteur ou comme malade, sait bien que les infirmières, les aides-soignantes par exemple sont bien mal payées pour des tâches qu'elles ne sont pas assez nombreuses pour accomplir. Et il en est de même partout, dans les transports en commun, à La Poste, à EDF-GDF, dans les écoles des quartiers populaires.

L'objectif du gouvernement, disons plutôt des gouvernements, car cette politique remonte à loin, à 1981 et même sans doute plus loin, est de faire des économies pour rentabiliser ces services, éventuellement les privatiser, de façon à n'en laisser l'usage qu'à ceux qui ont de l'argent, et qui peuvent se payer les meilleurs soins pour eux et leurs familles, les meilleurs maîtres pour leurs enfants… Cela existe déjà dans un certain nombre de pays dits riches, ne parlons même pas de ceux qui ne le sont pas.

La tactique des gouvernements est insidieuse, mais pas mystérieuse. L'exemple des retraites en est une illustration. Tout d'abord Balladur – s'inspirant d'ailleurs d'un Livre blanc commandé par Rocard lorsqu'il était Premier ministre – augmente le nombre d'annuités nécessaires pour pouvoir accéder à une retraite pleine et modifie le mode de calcul concernant les dernières années de cotisation. Mais il ne touche pas, dans ce premier temps, à la situation des fonctionnaires. Ce n'est pas par mansuétude, mais parce que les fonctionnaires et assimilés représentent des millions de salariés qui, s'ils arrêtent le travail, feront la démonstration, d'une part que leur travail est vital pour le bon fonctionnement de la société, d'autre part que la classe des salariés est puissante par son rôle dans l'activité économique et sociale et qu'elle est nombreuse, concentrée, avec des traditions qui ont fait qu'on ne vit pas en 1995 comme cent ans plus tôt. Et qu'elle a la force d'empêcher les patrons, les ministres, les politiciens, de nous ramener cent ans en arrière.

Aujourd'hui les politiciens, et pas seulement ceux de la droite, les journalistes, les sociologues et pseudo-économistes auto proclamés crient à l'injustice, à la disparité. S'ils étaient de bonne foi, pourquoi n'envisagent-ils pas de rétablir la «justice» en revenant à la situation antérieure, en restituant au secteur privé le système qui fonctionnait avant?

Parce que les caisses de retraites seraient vides nous dit-on? Mais toutes les caisses de ce pays ne sont pas vides. Celles des grosses sociétés financières et industrielles – ce sont les mêmes – sont loin de l'être.

En fait tout le monde parmi la classe ouvrière ressent bien que les attaques contre les fonctionnaires sont dirigées contre tous les salariés. Si les fonctionnaires laissaient passer les attaques du gouvernement, cela n'améliorerait pas le sort des autres travailleurs. Mais cela servirait au gouvernement et aux patrons de précédent, exactement comme pour les retraites.

A EDF-GDF, à la SNCF, à La Poste et à France Télécom, il est question que les syndicats appellent à se joindre au mouvement. Et c'est tant mieux. Il est souhaitable que cette grève soit bien suivie, et par le plus grand nombre de travailleurs de l'État. Mais il faut souhaiter qu'elle devienne le point de départ d'une action plus vaste, plus profonde. Une grève de 24 heures ne fera pas reculer le gouvernement sur sa politique antiouvrière globale, mais une grève qui s'élargirait à tous les salariés ou même la simple menace d'un tel élargissement contribuerait à remiser les projets antiouvriers des uns et des autres.

H. M.

Retraites : DES COUPS EN PERSPECTIVE

Ancheschi / Gamma

Selon un rapport du Commissariat général du Plan traitant des «*Perspectives à long terme des retraites*», la situation des caisses de retraite et surtout des retraités serait gravement menacée. Le rapport procède à des simulations allant jusqu'en 2040. Mais il montre aussi que, bien avant cette date, salariés et retraités seront touchés.

Selon ce rapport, il y avait, en 1990, trois salariés cotisants pour un seul retraité. En l'an 2000, il ne devrait plus y avoir que 2 cotisants actifs pour financer la pension d'un retraité; plus qu'1,2 en 2015 et seulement 1,1 en 2040. Ces chiffres ne sont que des moyennes, couvrant des disparités entre les différents régimes de cotisation aux caisses de retraite.

Pour le secteur privé, d'ici à 2015, le nombre de retraités progresserait de 70% contre seulement 20% pour celui des travailleurs cotisants. Mais la situation serait pire encore pour tous les prétendus «privilégiés» du système (comme dit le gouvernement), c'est-à-dire pour les 2,5 millions de fonctionnaires. Le rapport entre cotisants et retraités d'ici à 2015 (c'est-à-dire dans à peine vingt ans) serait divisé par presque trois. Le texte ajoute que la situation «*se dégrade très rapidement, l'équilibre n'est jamais atteint et les besoins de financement passeraient de l'équivalent de 1,3 point de cotisation en 1995 à 20,6 points en 2015*». Enfin, deux millions de personnes sont employées par des collectivités locales dont le même texte s'inquiète des perspectives de retraite. Si leurs effectifs n'ont pas augmenté depuis dix ans, le nombre de retraités, lui, devrait atteindre en 2015, 1,3 million de personnes, soit une croissance de 176%…

En somme, ce rapport tombe à point pour nous prévenir que, quel que soit le secteur considéré, public ou privé, ceux qui ont du travail devront payer, au moment de leur retraite, le fait qu'aujourd'hui, des millions d'autres sont au chômage, qu'ils ne doivent pas s'attendre à de belles retraites et qu'en attendant ils doivent accepter de toute façon de cotiser plus.

Il fallait au moins des experts et ce rapport de 245 pages pour vérifier que l'allongement de la durée de vie conjugué à la réduction de la durée de «vie professionnelle» pour cause essentiellement de chômage croissant ne pouvait que déséquilibrer complètement le système actuel de retraite des salariés!

Le rapport en question avait été commandé par Balladur et remis à Juppé, à peine en place, qui depuis l'a sous le coude aux fins de réflexions. Et l'on peut deviner les projets qui peuvent en sortir : envisager la diminution des pensions, revoir leur indexation, augmenter les cotisations retraite des salariés, reculer l'âge de la retraite, rogner sur les régimes qui peuvent lui paraître plus favorables que d'autres, sans parler de l'incitation qu'il pourrait accentuer pour que les salariés contractent des retraites volontaires, par capitalisation, puisque les retraites par répartition, basées sur une certaine solidarité entre actifs et retraités, serait en quasi-faillite…

Belle façon de présenter les comptes! Alors que les capitalistes affichent des profits records, grâce à tous les cadeaux que leur fait l'État, grâce au chômage, aux bas salaires, il n'y a pas à chercher très loin pour comprendre les raisons des comptes catastrophiques que l'on découvre périodiquement dans les Caisses de retraites ou de Sécurité sociale… et c'est au nom de tout ce système de vases communicants qui vide les poches des uns pour remplir celles des autres que l'on va programmer de nouveaux coups contre les salariés, les retraités ou les chômeurs?

Si faillite il y a, les patrons et le gouvernement en sont les seuls responsables et les travailleurs – actifs, chômeurs ou retraités – n'ont absolument aucune raison d'accepter de payer.

Lucienne PLAIN

Gandois-Juppé COMME LARRONS EN FOIRE

La présentation du projet de budget pour 1996 – qui comme tous les précédents, depuis des années, est un budget d'austérité – a déclenché de véhémentes protestations de Jean Gandois, le président du CNPF, et de quelques autres patrons, ainsi que des critiques dans les rangs de la majorité chez certains parlementaires UDF et PR. Il est même accusé d'avoir contribué à la baisse de la Bourse de Paris.

Juppé et Gandois la main dans la main lors d'une rencontre gouvernement/CNPF le 4 septembre 1995

Sikon/Gamma

Ce budget, on le sait, comportera une fiscalité accrue, essentiellement pour les masses populaires (TVA, essence) une diminution des dépenses publiques (gel des salaires des fonctionnaires) exceptées celles qui, sous prétexte de lutte en faveur de l'emploi, sont des cadeaux aux patrons. Normalement, avec un minimum de politesse, ces derniers auraient dû dire merci. Au lieu de quoi Gandois a déclaré : « *Je suis extrêmement inquiet. Il n'y a pas de vraie réduction des dépenses publiques. Nous sommes devant un très grave problème de courage sur la réduction des dépenses.* » Et le journal *Les Echos*, qui reflète les sentiments patronaux, commentait ainsi cette déclaration : « *Jean Gandois exprime l'inquiétude des entreprises* ».

À ces critiques, Juppé a rétorqué que « *le CNPF ne manque pas de toupet* ». Et dans une interview aux *Echos* il précisa sa pensée : « *La réaction la plus caricaturale est quand même celle du CNPF (...) L'impact en année pleine sur le budget 1996 des allégements de charges en faveur des entreprises représente environ 50 milliards de francs. On n'a jamais fait autant.* »

Dans ces conditions on peut se demander ce que veulent les patrons. La réponse est simple, et pas nouvelle : toujours plus !

Les patrons pour la diminution des dépenses sociales

Du côté patronal, ou des politiciens de droite, qu'ils soient critiques ou non envers ce budget, tous vont dans le même sens, comme l'a résumé Pierre Méhaignerie : « *Il faut à tout prix réduire la dépense publique et les dépenses sociales, ce n'est tout de même pas les travaux d'Hercule* ». C'est qu'en effet tous ces gens-là veulent diminuer, comme ils disent, « *le coût du travail* ». Celui-ci comprend principalement les salaires ainsi que les divers prélèvements pour la Sécurité sociale, la retraite, etc.

Pour leur part les patrons s'emploient à tirer les salaires vers le bas. Mais si les prélèvements sociaux venaient à diminuer, ils espèrent pouvoir diminuer d'au moins autant les salaires bruts. Cela suppose donc une réduction des dépenses sociales.

Celles qui sont dans le collimateur en ce moment sont celles de la Sécurité sociale, d'ailleurs « épinglées » par un rapport de la cour des Comptes, et qui vont être examinées prochainement. L'État qui a 3 300 milliards de francs de dettes (et 300 milliards de plus chaque année) trouve intolérable que la Sécu ait un trou de quelques dizaines de milliards ! Et puis il y a les retraites des fonctionnaires que Madelin avait attaquées, avant d'être démissionné, mais qui seront aussi examinées prochainement.

Question de rythme

En fait Juppé et le gouvernement vont exactement dans le sens souhaité par le patronat. Seulement celui-ci estime qu'il ne faut pas relâcher la pression et qu'il faut donc en demander toujours plus, même si la santé de ses profits est florissante.

Le représentant du CNPF à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés, Georges Jollès, qui est aussi président de l'Union des industries textiles, vient de répéter dernièrement le même refrain : « *Il est impératif de juguler la dérive des dépenses* ». Un rapport commandé par Balladur met en cause l'avenir de la retraite des fonctionnaires. Et début janvier 1996 une « *loi d'orientation fiscale* » devrait mettre en place une grande réforme (contre-réforme devrait-on dire) des « *prélèvements obligatoires* », cotisations sociales, impôts, CSG, avec pour but de réduire sur cinq ans les dépenses sociales.

Les travailleurs qui s'imagineraient que Juppé est « moins pire » que Gandois auraient tort de se rassurer. Juppé déclare qu'il veut « *réduire les déficits des comptes sociaux de moitié l'année prochaine* », et qu'il veut « *mettre de l'ordre dans la protection sociale et dans son financement* ». Et quand Juppé dit qu'il avance « à son rythme », cela signifie seulement qu'il écoute les conseils du patronat, puis qu'il obéit.

Alors les travailleurs aussi doivent songer à se défendre sérieusement, et leur « rythme », cela devrait être « tambour battant ».

André VICTOR

Crise monétaire

COUP DE VENT SUR LES MONNAIES DE SINGE

Une nouvelle tempête monétaire vient de secouer les places financières. En une semaine, la Bourse de Paris a perdu 4,5 %. Plusieurs facteurs semblent avoir incité les gros joueurs du casino monétaire à encaisser une prime à la spéculation : le dollar est passé en-dessous des 5 francs ; le ministre des Finances allemand a dit tout haut que la lire est trop faible pour espérer faire partie de la monnaie unique européenne à la fin des années 1990 ; les budgets des gouvernements japonais et français ne sont pas encore assez draconiens pour réduire les déficits et donc rallonger le crédit de ces gros joueurs.

Aussi ceux qui ont les moyens d'effectuer d'importants mouvements de capitaux et d'échanger des monnaies faibles contre des monnaies fortes sont passés une fois de plus à l'action. Ces gens-là ne sont pas mystérieux. Ce sont tout simplement de grands établissements financiers, de grandes entreprises, pour qui la finance reste une source considérable de profits, et qui mènent leur jeu pour tirer le plus d'argent possible des mécanismes artificiels que le système capitaliste met à leur disposition.

Parmi les raisons évoquées pour expliquer cette nouvelle crise monétaire, il est beaucoup question des déficits, celui du Japon, de la balance commerciale américaine ou de la France. En intervenant sur le marché monétaire, les grandes entreprises ont à leur manière envoyé un signal à leurs commis du gouvernement : qu'importe si des cadeaux distribués à travers le monde aux grands industriels ont creusé les déficits des États, le grand patronat entend bien continuer à recevoir cette manne. Aux gouvernants de se débrouiller pour que les caisses soient pleines sans s'en prendre au capital.

En attendant, à chaque « crise monétaire », il y a de gros capitalistes pour engranger de gros profits grâce à leurs mouvements de fonds spéculatifs. Cet argent vient bien de quelque part. C'est le même qu'on incite les populations du monde entier à sortir de leurs poches à coups de « *sacrifices* » pour « *rétablir les équilibres* »... Des « *équilibres* » qu'une phrase de ministre, ou la « *tempête monétaire* » d'un week-end, suffisent à jeter par terre.

J.F.

Des bénéfices records pour les entreprises

Tandis que les prétendus experts et les représentants patronaux se succèdent pour nous parler de crise et de la mauvaise santé des entreprises, les résultats sont là pour prouver qu'il n'en est rien, bien au contraire.

En tête du hit-parade, Elf-Aquitaine avec un bénéfice avoué de 2,8 milliards de francs au second semestre 1995, suivi de près par Usinor-Sacilor, qui avec 2,3 milliards affiche une progression de 400 % par rapport à l'an dernier. Michelin n'est pas en reste puisque ce groupe réalise 1,4 milliard, améliorant ainsi ses bénéfices de 230 %. Plus généralement, de la grande distribution aux produits de luxe en passant par l'industrie automobile, tous les secteurs sont concernés par une hausse des profits avec Casino (+ 103 %), Hermès (+ 76 %), Saint-Gobain (+ 52 %), Valeo (+ 29 %), Technip, Bic et Renault qui réalise sur les six premiers mois de l'année, 1,8 milliard de bénéfice.

Cette explosion des profits n'empêche pas le patronat de réclamer plus de subventions et d'exonérations que ce que le gouvernement lui accorde déjà sans compter. Au nom de l'aide à la création d'emplois, paraît-il. Mais la réalité est tout autre. Ainsi, Michelin qui prétend vouloir recruter 980 salariés n'en a pas pour autant renoncé à son énième « plan d'adaptation » qui devrait se traduire par la suppression de 1500 emplois. Quant à Usinor où 450 embauches sont annoncées, celles-ci ne contribueront nullement à résorber tant soit peu le chômage. Non seulement ces embauches ne se feront qu'à la condition que les plus anciens salariés de l'entreprise acceptent un temps partiel, mais il s'agit pour une bonne part de simples contrats de qualification ou d'apprentissage, permettant à l'entreprise d'employer une main-d'œuvre à bas prix et temporaire.

Cela prouve s'il en était besoin que la course à la productivité a du bon pour les actionnaires. Ils se partagent des bénéfices fabuleux, tandis que les salariés, eux, se partagent le chômage, les emplois précaires et le gel des salaires.

Les accords de Schengen, CHIRAC S'ASSOIT DESSUS

■ En principe, depuis le 26 mars dernier, les accords de Schengen, sont entrés en vigueur entre l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas et le Portugal.

Il s'agit d'un accord sur la libre circulation de personnes entre les pays signataires et donc de la suppression des contrôles aux postes frontaliers, le tout compensé par une étroite collaboration des différentes polices. Ca, c'est le principe, en réalité, l'application de ces accords entre États a déjà été repoussée pour diverses raisons officielles ou techniques.

Gaillarde / Gamma

File de camions à un poste frontière.

Quand cela a été enfin décidé, il a fallu un délai de trois mois pour que la levée des contrôles fonctionne entre les pays signataires – à partir du 1er juillet 1995 – sauf la France qui a demandé un délai supplémentaire de six mois, à cause prétendument des attentats terroristes et de l'entrée massive de drogue en provenance des Pays-Bas. Les pays signataires ont accepté, bon gré mal gré, ce délai à la France mais, eux, ont levé leurs propres contrôles douaniers.

Mais voilà qu'après avoir dûment prévenu les journalistes, Jacques Chirac flanqué de son ministre de l'Intérieur est allé faire une visite surprise au poste frontalier de Rekken. Chirac venait donc faire unè visite d'inspection, encourager les forces de police et annoncer que, peut-être, la France prolongerait au-delà du 1er janvier 1996 le délai qu'elle avait déjà obtenu.

Cette décision parfaitement unilatérale a été prise dans un bus français stationné en Belgique, car le gouvernement français ne dispose plus de bâtiments à Rekken! Voilà qui mêle le cocasse à la gesticulation.

La Belgique, qui malgré la levée de ses propres contrôles voit se former sur ses routes chaque jour d'énormes files de camions bloqués par les contrôles français, a peu apprécié. Les Pays-Bas, accusés indirectement d'être trop laxistes en matière de drogue, encore moins.

Mais apparemment ce n'est pas le souci de Chirac, il s'adressait à l'électorat français et tenait à montrer que contre le terrorisme et la criminalité, il ne baissait pas sa garde.

Sans doute, à part l'effet publicitaire, la déclaration de Chirac sera sans doute aussi peu efficace que la prime aux chasseurs de terroristes, la diffusion de portraits robots, les demandes d'extradition, toutes initiatives qui ont fini dans le marais.

En attendant, tout comme la multitude des contrôles dans les transports en commun ici, le renforcement ponctuel des contrôles aux frontières nationales vont accroître la gêne, les encombrements, les tracasseries pour ceux qui travaillent.

Au fait, les capitaux, eux, ont parfaitement le droit de circuler...

C. B.

Quand la télé se fait complice des charlatans

Animateur vedette de TF1, Patrick Sabatier fait aujourd'hui l'objet d'un procès pour escroquerie et complicité d'exercice illégal de la médecine.

Les faits qui lui sont reprochés remontent au 28 décembre 1990. Dans le cadre d'une émission intitulée *Si on se disait tout*, il avait reçu un charlatan, présenté comme un «incroyable guérisseur». Face à des millions de téléspectateurs, le présentateur s'était ainsi fait le complice des prétendus pouvoirs du mage face à l'obésité, le cancer et bien d'autres maladies, avant de conclure : «*Pour beaucoup de gens, vous êtes un espoir*».

A la suite de l'émission, des dizaines de milliers de personnes crédules avaient pris contact avec ce personnage qui, moyennant des chèques de plusieurs milliers de francs, prétendait guérir les uns d'une polyarthrite, les autres d'un cancer. Au total, cette escroquerie aurait porté sur au moins 4 millions de francs, pécule avec lequel le mage coule aujourd'hui des jours heureux aux USA, sans avoir à s'inquiéter car ce pays a refusé de le livrer à la justice française.

Les juges seront-ils sensibles à la «bonne foi» qu'invoque maintenant Sabatier pour sa défense? Il n'en reste pas moins que le procès des pratiques de plus en plus fréquentes sur les chaînes de télévision reste à faire. Car les émissions pseudo-scientifiques et «sensationnelles» se succèdent, cautionnant du même coup le charlatanisme et l'obscurantisme. Des mages aux témoins de «phénomènes surnaturels», des récits sur les OVNI aux élucubrations sur les fantômes et les demeures hantées, la liste est longue de ces émissions qui se disputent les heures de grande écoute, des chaînes privées aux chaînes publiques. Quant à leurs responsables comme aux animateurs qui s'en rendent complices, il leur importe peu qu'elles fassent des victimes, puisque l'audimat affiche sa satisfaction et que les recettes publicitaires suivent.

R. M.

SOS-RACISME MARCHANDE... LE RACISME D'UN LIVRE

«*On m'a proposé un million de francs. J'ai refusé*». C'est ce qu'a déclaré à la presse Steevie Gustave, jeune danseur afro-antillais de Brétigny, en expliquant comment on a essayé de lui faire retirer sa plainte pour «*injures racistes*» contre Jean de Boishue, secrétaire d'État RPR à l'Enseignement supérieur et par ailleurs auteur de *Banlieue mon amour*. Dans ce livre pétri de préjugés racistes sur les Arabes, les Noirs, les Juifs, Boishue met nommément en cause certains de ses administrés de Brétigny-sur-Orge, dont Steevie Gustave qui a donc décidé de traîner Boishue devant les tribunaux.

En revanche, SOS-Racisme qui s'était constitué partie civile pour «*provocation à la haine raciale*» vient de retirer sa plainte à deux jours de l'ouverture du procès.

Que vaut au sous-ministre pareille absolution? A en croire la presse, l'un des parrains de SOS-Racisme, l'écrivain Marek Halter, se serait entremis ainsi que le ministre de l'Intégration, Eric Raoult. Dans un premier temps, cet été, Boishue avait protesté de sa bonne foi, arguant de son ascendance russe pour récuser toute mise en cause pour racisme. Avec pareille argumentation, Le Pen pourrait aussi bien invoquer les remarques racistes dont étaient victimes les Bretons encore au début du siècle... pour se prétendre antiraciste! D'ailleurs, si après ces explications de Boishue *Libération* avait alors titré à la Une – «*Le ministre s'excuse*» – SOS-Racisme n'en avait rien cru et avait maintenu sa plainte.

Mais, depuis, cette organisation a apparemment reçu des «excuses» à la hauteur... de ce que vaut l'honneur – ou plutôt la non-inculpation – d'un membre du gouvernement. SOS-Racisme réclamait 500 000 F de dommages et intérêts; son président, Fodé Sylla, affirme aujourd'hui dans la presse que «*nous avons obtenu (une lettre d'excuse et) des compensations financières dont j'ignore, pour l'instant, le montant*». Un montant que, pourtant, toute la presse dit connaître : Boishue renoncerait à ses droits d'auteur au profit de l'association. A la suite de cela, côté respectabilité, il pourra se targuer du renoncement de SOS-Racisme... tandis qu'il pourra mettre dans la balance de la démagogie raciste son livre et son poids en voix parmi l'électorat réactionnaire.

Le retrait de la plainte de SOS-Racisme et le curieux marchandage sur le «dédommagement» de l'association ont ainsi pour résultat que, si le livre nauséabond de Boishue continue à se vendre et à gonfler ses droits d'auteur transférés à SOS-Racisme, cette organisation n'y verra pas matière à se plaindre. Et de toute façon, que dire d'un tel marché qui aboutit, de la part d'une organisation censée combattre le racisme, à semer l'idée que l'effet d'un livre répandant ces préjugés peut être annulé... par le versement d'une somme d'argent à cette organisation!

La lutte contre le racisme ou contre de tels préjugés réactionnaires n'est pas un marchandage de couloir, ni un fonds de commerce à base de recherche de subventions pour sa boutique... C'est un combat politique, un combat pour des idées. Si même des dirigeants de SOS-Racisme n'ont pas compris cela, il y a vraiment de quoi lancer... des SOS.

P. L.

Transferts forcés de réfugiés, « épuration ethnique »

Bosnie LES PRÉPARATIFS DU REPARTAGE TERRITORIAL ENTRE LES BANDES NATIONALISTES

Pendant que les rencontres diplomatiques s'accélèrent au sujet de la Bosnie, sous l'égide des dirigeants américains, que Milosevic, hier « au ban des nations », est redevenu quelqu'un qu'on peut envisager de recevoir officiellement, et que les autorités politiques occidentales parlent d'une paix en vue dans l'ex-Yougoslavie, pendant ce temps le martyre des populations sur place, toutes nationalités confondues, n'en continue pas moins.

Ainsi, dans les zones avancées de l'offensive des forces armées musulmanes-bosniaques en direction de la ville de Banja Luka tenue par les Serbes, les journaux rapportent que les civils serbes et musulmans « déplacés » se croisent sur les sentiers de montagne.

Les habitants serbes fuient avant l'arrivée des combattants de l'armée gouvernementale. En sens inverse, les habitants dits musulmans sont chassés, avec coups et tabassages à l'appui, des villes tenues par les miliciens serbes.

Car les différents dirigeants nationalistes préparent, avec leurs méthodes habituelles de soudards et d'assassins, le partage des territoires de Bosnie-Herzégovine qui devraient revenir, selon le plan américano-occidental en discussion, soit à la « République serbe », soit à la « Fédération croato-musulmane ».

A cela commence à s'ajouter une répartition forcée supplémentaire des populations, cette fois à l'intérieur des territoires reconquis par les forces alliées croato-musulmanes elles-mêmes. Pour ne pas en être surpris, il suffit de se rappeler que ces forces armées étaient en guerre l'une contre l'autre il y a un an et demi encore !

Tout comme les dirigeants nationalistes serbes ont fait la guerre au nom de la réalisation d'une « Grande Serbie » (quitte à se replier maintenant sur une « petite Grande Serbie »), les nationalistes croates, leurs grands rivaux, ont joué eux aussi sur le registre d'une « Grande Croatie ». Dès juillet 1992, les petits chefs de bande de la région d'Herzégovine occidentale, à forte population croate, proclamaient leur fief « République indépendante » (l'Herzeg Bosna). Les bandes armées croates lancèrent leur offensive militaire en avril 1993 et les combats ont duré jusqu'en février 1994, marqués notamment par des massacres dans la population musulmane-bosniaque. C'est alors que, sous la pression des États-Unis, l'accord pour une « Fédération croato-musulmane » a été annoncé. La coopération militaire a suivi sensiblement plus tard.

Mais, bien évidemment, cette alliance n'élimine nullement les ambitions des nationalistes croates en Bosnie, et cela d'autant moins que ses succès militaires actuels doivent beaucoup à la participation active de l'armée régulière de Zagreb.

La « fédération », au sein de laquelle la population musulmane-bosniaque est majoritaire, n'est en fait qu'une couverture pour une domination croate. Tudjman, au pouvoir à Zagreb, ne le cache pas. Dans une interview au *Figaro* du 25 septembre, il se dit d'ailleurs investi par « l'Europe » de la mission « *d'européaniser les Musulmans bosniaques* », c'est-à-dire, en clair, de contrôler et dominer leur Etat.

La répartition des territoires reconquis est donc à l'ordre du jour. Déjà, l'armée croate opère ses tris parmi les Musulmans et les Croates réfugiés de Banja Luka, convoyant les uns et les autres vers des destinations différentes, en fonction de plans d'attribution sur lesquels les gens n'ont pas leur mot à dire. Et cela ne fait sans doute que commencer.

Les transferts forcés de populations, les « épurations ethniques », les expulsions violentes d'habitants jugés indésirables, qui sont l'aboutissement de la logique nationaliste, ne sont certes pas des nouveautés dans les Balkans. Ils ont accompagné toute l'histoire des mouvements nationaux dans la région. Car l'exploitation des thèmes nationalistes a ses racines profondes dans les intérêts des couches dirigeantes, pour lesquelles c'est un traditionnel instrument de pouvoir. Le principe du droit des peuples n'a rien à y voir. Il ne s'agit, brutalement, que d'un partage de butin entre chefs de guerre, avec la bénédiction des puissances impérialistes.

Et, même avec l'orientation affichée vers des États « mono-ethniques » – et tout le cortège de souffrances accumulées et encore à venir qu'elle implique pour les peuples –, la seule paix qui pourra (peut-être) en sortir restera en grande partie fictive, et toujours menacée. Le secrétaire général de l'OTAN déclare lui-même qu'il craint « *que le nationalisme extrémiste n'obtienne confirmation dans quelque accord que ce soit en Bosnie* ».

Les Balkans restent une région de populations mélangées. Autant dire – du moins tant qu'elle demeurera sous la coupe de dirigeants nationalistes et la tutelle des puissances impérialistes – une poudrière, où les démagogies nationalistes antagonistes trouveront mille brûlots pour s'alimenter, renouvelés ne serait-ce que par les problèmes posés par les millions de réfugiés.

Christiane LE GUERN

Réfugiés bosniaques en territoire serbe

Gamma

LA GUERRE, OU LE RENOUVELEMENT DES PROFITS PAR TOUS LES MOYENS

A l'issue de sa visite à Paris le 25 septembre, le chef de la Croatie Franjo Tudjman a pu faire état du « *complet soutien* » de Chirac à « *l'intégrité territoriale de la Croatie* ». Qu'est-ce à dire ?

On ne saurait croire sérieusement que Chirac se préoccupe du sort de la Slavonie orientale encore aux mains des Serbes… mais on peut assurément se rendre compte que, derrière lui, la Croatie intéresse au moins Bouygues en tout cas. Tudjman en a lui-même apporté l'illustration.

Le groupe Bouygues a signé un accord ainsi qu'une lettre d'intention pour des contrats de construction d'autoroutes en Croatie, pour un montant total de 13,5 milliards de francs. Ce n'est pas rien. Et ce sont aussi des contrats de concession, car il s'agit d'autoroutes à péage : autant de profits supplémentaires à venir.

Bouygues doit être partisan de la Très Grande Croatie… Car la concurrence s'annonce rude pour les profits à engranger à travers la « reconstruction » dans l'ex-Yougoslavie. SPIE-Batignolles est aussi sur les rangs. Mais il y a surtout les groupes allemands déjà présents en Croatie et Slovénie, et plus généralement en Europe de l'est. Sans parler des Américains, bien entendu.

Ceux qui doivent faire grise mine, ce sont les groupes italiens. Leur Etat est plus proche voisin quand même – surtout que le premier contrat emporté par Bouygues concerne 145 km d'autoroutes dans la région de l'Istrie, frontalière et historiquement plus ou moins revendiquée par l'Italie. Et l'Italie fournit des bases importantes pour les opérations de l'OTAN dans la région. Les Bouygues italiens doivent s'estimer lésés… et le gouvernement italien rouspète parce qu'il n'est pas admis parmi les négociateurs occidentaux du « Groupe de contact ».

Dans toute cette course des capitalistes pour les profits en vue, les belles paroles des politiciens sur les espoirs de paix, le rétablissement de relations harmonieuses, la nécessité de panser les plaies, etc., ne sont que du bla-bla à l'usage du bon peuple.

Mais, lorsque les grands pays impérialistes comme la France ou l'Allemagne cherchent à s'instituer chacun protecteur de « *l'intégrité territoriale* » de tel ou tel des États sortant de l'ex-Yougoslavie disloquée, cela veut dire que, sur les rivalités entre chacun de ces micro-Etats locaux, viennent en plus se greffer les rivalités et la concurrence entre les capitalistes occidentaux et les différents grands États qui sont leurs serviteurs.

C. L G

États-Unis

LA GRÈVE DES JOURNAUX DE DETROIT

Depuis la mi-juillet, se déroule à Detroit, capitale de l'État du Michigan et berceau de l'industrie automobile, une grève qui oppose des travailleurs de la presse aux directions de deux journaux *Detroit News* et *Detroit Free Press*. La grève s'est déclenchée parce que la direction remettait en cause les derniers avantages des travailleurs de ces deux journaux, mais l'enjeu dépasse largement ce cadre.

Les patrons ont engagé une partie de bras-de-fer contre la classe ouvrière et contre les syndicats. Detroit a longtemps eu la réputation d'être une ville syndiquée, une « Union Town », ce qui impliquait que les travailleurs y étaient embauchés, au moins dans les grandes entreprises, avec de meilleures conditions. Et si les remises en cause des avantages acquis se sont multipliées ces dernières années, cela ne pouvait pas atteindre Detroit (même si dans les faits il y avait eu des remises en question). C'est ce que le patronat veut remettre en cause pour démoraliser encore un peu plus la classe ouvrière et lui imposer un nouveau pas en arrière.

ARC

Comme le soulignent nos camarades du groupe trotskyste américain *The Spark*, qui relatent ces événements dans leur journal depuis plusieurs semaines, dès le début, les patrons des journaux étaient prêts pour une grève longue et difficile. La société Gannett, propriétaire du *Detroit News*, est une des plus grosses entreprises de médias des États-Unis. Elle possède 93 journaux, 15 stations de télévision, 11 stations de radio, des télés câblées et l'institut de sondage Louis Harris. Elle a réalisé en 1994 plus de 2 milliards de francs de profits, après impôt. Ses actionnaires ont empoché un gain de plus de 25 %. Knight-Ridder, à qui appartient l'autre journal, est propriétaire de 28 quotidiens, a gagné plus de 900 millions de francs de bénéfices en 1994 et augmenté la part de ses actionnaires de 14 %.

Quand les contrats de travail expirèrent le 13 juillet dernier, les six syndicats proposèrent de les prolonger encore sept jours afin que la négociation en cours sur le renouvellement des contrats puisse continuer. Les patrons refusèrent et mirent en route ce qu'ils avaient prévu. Des entreprises de sécurité disposaient là où se fabriquent les journaux de centaines de briseurs de grève. La livraison des journaux fut sous-traitée. Et les deux titres censés être en concurrence se révélèrent tout d'un coup capables de faire front commun contre les grévistes et même de sortir une édition commune.

La police au secours des patrons

Dès le premier jour, les policiers ont attaqué les piquets de grève. Cent policiers étaient là pour aider les briseurs de grève à prendre leur poste aux imprimeries de Sterling Heights, dans la banlieue de Detroit. Sept grévistes y furent arrêtés et deux à Detroit même. Il y eut d'autres arrestations au cours de la première semaine. Des grévistes qui essayaient d'intercepter les camions de livraison furent arrêtés pour « *tentative de vol à main armée* » (ils avaient des manches de bois).

Les directions reprochent aux syndicats d'empêcher une gestion efficace, c'est-à-dire encore plus profitable. Les concessions acceptées il y a quatre ans sur les contrats, le blocage des augmentations ne suffisent plus. Les patrons veulent en finir avec les rares protections restantes. Ils veulent de la main-d'œuvre libre à la demande et prête à tout. Cela, pour dépouiller encore plus les travailleurs et en tirer plus de profits.

Les syndicats ont organisé un rassemblement et demandé aux autres travailleurs de ne pas acheter ces journaux ou de suspendre leur abonnement. Une partie des syndicats, ayant compris que cette grève sera longue et difficile, a mis en route des collectes d'argent et de nourriture pour les grévistes.

Début août, les deux journaux ont lancé un ultimatum aux grévistes en leur demandant de reprendre le travail. Sur les 2 500 grévistes, 140 seulement y sont retournés. La grande masse des grévistes, à travers diverses actions, a su maintenir son moral et sa détermination et faire comprendre aux deux directions qu'ils n'entendaient pas se soumettre.

Celles-ci ne sont pas restées inactives. Elles emploient 1 200 briseurs de grève. Elles donnent de l'argent à la ville de Sterling Heights pour disposer de sa police. Après six semaines de grève, il leur en avait coûté environ 1,6 million de francs. Des grévistes ont pu être arrêtés et menacés.

Le soutien d'une partie de la population

Mais les grévistes ont reçu de nombreux coups de main d'une partie de la population de la ville. Beaucoup de travailleurs n'achètent plus ces journaux. De nombreux revendeurs refusent de les vendre et une partie des annonceurs habituels ne paye plus de publicité pour ne pas se mettre à dos sa propre clientèle.

Les négociations avec les syndicats ont bien dû reprendre mais tout ce que les patrons ont à proposer, ce sont des suppressions d'emplois supplémentaires. Comme l'a dit un représentant de la direction : « *Avec les nouvelles méthodes de travail, plus efficaces, il ne sera pas nécessaire que tous retournent au travail* ».

Les menaces ont continué. Le patron du *Detroit News*, Robert Giles, a déclaré : « *Nous allons faire appel à une force de travail entièrement nouvelle et nous passer de syndicats, ou alors les syndicats doivent se rendre sans conditions.* » Le lendemain du 4 septembre, jour de la fête du travail aux États-Unis (Labor day) et occasion traditionnelle pour les syndicats de manifester, le *Detroit Free Press* sortait avec le titre suivant : « *Si vous ne retournez pas au travail mardi* (lendemain du Labor day), *pas la peine de revenir du tout !* ». Seul un journaliste sportif a repris le travail.

Les « samedis soir » de lutte

La force et la détermination des travailleurs sont restées intactes. En prélude au Labor day, le samedi 2 septembre, les travailleurs empêchaient la parution des suppléments du dimanche. La police fit quelques arrestations mais sans reprendre le dessus. On demanda au chef de la police s'il avait besoin d'une injonction légale pour contrecarrer les grévistes. Il ne put que répondre : « *Pas vraiment. Une injonction, c'est un bout de papier. Quand vous avez en face de vous des milliers de travailleurs en colère, le papier ne sert pas à grand-chose* ».

Le samedi 9 septembre, les grévistes remettaient ça. La direction dut faire appel à des hélicoptères pour emmener les suppléments dominicaux. Le samedi 13 septembre, le juge Raymond Cashen envoyait une injonction de limiter le nombre

ARC

des grévistes devant la porte des entreprises par laquelle passent les livreurs du journal. Mais le 16 septembre, un nouveau rassemblement des grévistes essayait d'élargir les soutiens au mouvement.

« *Certainement la grève n'est pas encore gagnée,* indiquent nos camarades dans le n°524 de *The Spark. Tout le monde comprend qu'il y aura encore beaucoup de démonstrations de force avant que son sort soit décidé, beaucoup de "samedis soir" de lutte. Et chacun doit comprendre que les patrons de presse sont encore déterminés à briser la grève, et à faire que les travailleurs et leurs syndicats "se rendent sans conditions".*

Mais les grévistes peuvent se préparer pour ces épreuves de force. Ils peuvent envoyer leurs troupes vers les grandes entreprises, et aussi vers pas mal de plus petites. Ils peuvent rendre visite à d'autres travailleurs sur le chemin du travail, leur demander de sortir et de leur donner un coup de main ; plus important : ils peuvent demander aux autres travailleurs de se joindre à leur lutte. Des équipes de travailleurs en lutte qui font le tour des autres usines peuvent certainement préparer les travailleurs de tout le secteur à avoir "un temps fort dans la vieille ville" le samedi soir.

Est-ce que cela signifie qu'il y aura de la violence ? Pas nécessairement. En fait, plus la foule sera importante moins il y en aura. Les journaux, leurs nervis, et les policiers de Sterling Heights et de vingt autres villes sont les responsables de la violence. Mais un grand nombre de gens peut les intimider.

Plus il y aura de monde, mieux cela vaudra. Et les grévistes de la presse peuvent entraîner ce monde avec eux. Et ils ne doivent attendre personne d'autre qu'eux-mêmes pour s'en charger. »

Jacques FONTENOY

Accord israélo-palestinien

L'AUTONOMIE EN CISJORDANIE... SOUS CONTRÔLE ISRAÉLIEN

Le jour même où le nouvel accord sur l'autonomie palestinienne était signé à Taba entre les représentants israéliens et ceux de l'OLP, Rabin, le Premier ministre d'Israël, a tenu ces propos : « *Pour l'heure, et je souligne, pour l'heure, je suis opposé à la création d'un État palestinien* ». L'accord, signé avec quatorze mois de retard sur le calendrier prévu par les deux parties en septembre 1993, est conforme à cette politique exprimée par Rabin. Il s'agit de tout sauf de la reconnaissance du droit pour les Palestiniens à avoir leur propre État national.

AFP

A Hébron, après le massacre de Palestiniens au « caveau des Patriarches » en 1994, un soldat israélien face à des manifestants. L'armée israélienne continuera à demeurer à Hébron...

Selon l'expression des négociateurs, la Cisjordanie a simplement été transformée en une « *peau de léopard* » avec, sur la carte, des taches de couleurs différentes symbolisant la juxtaposition des zones plus ou moins contrôlées dorénavant par l'OLP, et d'autres zones qui continuent à être, elles, contrôlées plus ou moins par Israël.

L'accord paraphé dimanche 25 septembre divise en fait la Cisjordanie en trois zones. La première est placée sous contrôle palestinien. Elle couvre 17 % du territoire et comporte la plupart des grandes villes : Jenine, Naplouse, Bethléem, Ramallah, une partie d'Hébron, etc. L'armée israélienne devra se retirer de cette zone entre octobre 1995 et mai 1996. La seconde zone (30 % du territoire et la grande majorité des villages palestiniens) se trouve sous contrôle mixte. La troisième zone enfin, (53 % de la Cisjordanie) est placée sous contrôle israélien. Il s'agit des colonies de peuplement juives, des bases israéliennes, d'autres lieux considérés comme stratégiques et des terres domaniales. La ville d'Hébron a eu droit dans les accords à un sort particulier puisque 15 % de la commune, là où vivent 450 Juifs ultra-religieux, restent sous le contrôle militaire israélien.

Les habitants de la Cisjordanie, comme ceux de Gaza, éliront un Conseil palestinien doté de pouvoirs législatifs, ainsi qu'un responsable de l'Autorité exécutive. Le scrutin devrait avoir lieu dans sept mois. Les habitants de Jérusalem-Est pourront eux aussi voter, mais en envoyant un bulletin par la poste, et à condition qu'ils puissent justifier d'un domicile hors des frontières administratives de Jérusalem. Une façon pour le gouvernement israélien de bien signifier que la ville reste totalement sous son autorité.

Signalons encore qu'en ce qui concerne le problème de l'eau, si crucial dans cette région, Israël conservera la haute main sur les réseaux hydrauliques. Jusqu'à présent elle consommait 82 % des eaux pompées en Cisjordanie. Demain, elle continuera à en consommer 77 %.

Dans les semaines qui viennent, la nouvelle Cisjordanie aura donc un visage bien particulier. Le territoire se hérissera de barrages militaires et policiers arborant alternativement ou parfois simultanément le drapeau israélien et palestinien. De nouvelles routes seront ouvertes pour permettre à des colons juifs d'éviter les agglomérations palestiniennes lorsqu'ils voudront se rendre de l'une de leur colonie à une autre. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que, pour préciser cet imbroglio géographique, il ait fallu 400 pages et de nombreuses cartes à l'appui.

En fait, ce dernier accord est, dans l'esprit comme dans la forme, identique à celui qui a accordé l'autonomie à Gaza et à la ville de Jéricho. En Cisjordanie comme à Gaza, une grande partie du territoire reste sous contrôle militaire israélien. En Cisjordanie comme à Gaza, les colonies juives de peuplement ne sont pas démantelées. En Cisjordanie comme à Gaza, les frontières extérieures sont sous contrôle de l'armée israélienne. En Cisjordanie comme à Gaza enfin, les forces de répression israéliennes de moins en moins capables de maintenir l'ordre se retirent, laissant place à la police palestinienne.

Bien des commentateurs, tout en reconnaissant qu'il est « *indéniable qu'Israël a su mieux que l'OLP tirer son épingle du jeu* », « *que l'accord de Taba offre l'image d'une autonomie palestinienne au rabais assortie de mille et une réserves* » (*Le Monde* du 26 septembre), n'en concluent pas moins que c'est là un pas de plus vers la paix et qu'à terme on devrait assister à la création d'un État palestinien à part entière.

On ne peut prévoir l'avenir mais le passé a maintes fois montré que les quelques reculs qu'a dû concéder le gouvernement israélien ont toujours été imposés par les pressions de la rue. Il a ainsi fallu des années d'Intifada pour que les premières mesures concernant l'autonomie de Gaza soient accordées. Il a fallu ensuite des années d'un impossible maintien de l'ordre en Cisjordanie pour que la seconde phase des accords voie péniblement le jour. Alors, plus qu'à la bonne volonté des dirigeants d'Israël, c'est d'elle-même, à sa propre lutte, que devra se fier la population palestinienne.

Georges LATTIER

Hauts-de-Seine

Rentrée scolaire: PLUS DURE QUE DANS LES DISCOURS DES MINISTRES

Les enfants jouent dans une école. Le personnel s'amuse moins.

Si dans les Hauts-de-Seine chaque classe d'école primaire et maternelle a trouvé un enseignant à cette rentrée, ce n'est pas à n'importe quel prix.

Attaque en règle contre tous les personnels

C'est d'abord le personnel administratif du Rectorat et de l'Inspection académique qui a dû descendre à 400 sous les fenêtres du rectorat pour demander le réemploi des auxiliaires et vacataires. Seulement la moitié du personnel remercié serait maintenant reconduite avec des contrats, mais une bonne partie s'est vu offrir des Contrats-emplois-solidarité (CES) ! Du SMIC à 5 350 F environ au CES à 2300 F, quelle avancée ! Selon le syndicat FSU, il y aurait 8000 auxiliaires et contractuels…

Ensuite, c'est environ 150 suppléants qui, après des vacances passées dans l'interrogation d'une rentrée incertaine, ont été nommés sur les postes difficiles, sans aucune possibilité d'être titularisés à moins de passer une licence en fac puis le concours de profs d'école tout en enseignant…

Certains enseignent depuis, 2, 3, 5 ans… Sans parler aussi des 15 MA licenciés qui viennent de se voir offrir une carrière sans avenir : suppléants (instits non titulaires) pour l'année…

Des discours… à la réalité…

Enfin, le gouvernement depuis de nombreuses années organise au mieux la «rentabilité» des enseignants. Et comme l'option gouvernementale revient «à confondre» les classes avec des boîtes de sardines, pour faire des économies de budget, les classes à 30, 34 élèves prolifèrent ainsi que les classes à double niveau, c'est-à-dire avec deux niveaux d'enseignement, comme à Malakoff (école Barbusse). Ce qui compte pour le ministère, c'est la moyenne de l'école. Cela revient soit à multiplier les classes à double niveau, impliquant un double travail, soit à accepter certaines classes très chargées. Quelle amélioration !

Une autre façon de ne pas avoir besoin d'ouvrir des classes, c'est de ne pas inscrire les enfants de deux ans ou de ne pas les compter dans les effectifs au moment des prévisions comme à Paris, Issy-les-Moulineaux, et bien d'autres communes… Dans les Hauts-de-Seine, l'inspecteur d'Académie, au dernier Comité technique paritaire, a de nouveau remis en cause l'accueil des enfants de deux ans, se retranchant derrière la loi d'orientation de Jospin.

A Châtillon, par exemple, on ne trouve pratiquement plus aucun enfant de moins de trois ans, ce qui implique qu'ils font leur entrée à l'école maternelle à 3 ans et 9 mois. Or, la plupart des crèches, faute de place, mettent les enfants à la porte à 3 ans.

Parents et enseignants n'acceptent pas cette logique. Car si certaines ouvertures de classes ont pu être obtenues, c'est par la fermeture d'autres, ou par des postes de remplacement et non par le déblocage de moyens financiers nouveaux.

Correspondant LO

SNCF (Région d'Orléans)

APRÈS LES VACANCES, DES AGENTS DISPARAISSENT

Cet été, à grand renfort de publicité, la SNCF se vantait d'avoir mis des étudiants sur les quais de certaines grandes gares pour aider les usagers. C'était aussi un aveu, qu'en temps normal, ils avaient bien du mal à trouver un cheminot sur les quais. Mais l'opération n'a duré que quelques week-ends.

Et, avec l'automne et le service d'hiver, cela ne va pas du tout s'arranger pour les usagers de certaines gares de la zone d'Orléans.

La SNCF vient de décider, au 23 septembre, de supprimer l'agent qui donnait le départ des trains dans les gares de Meung-sur-Loire, Beaugency et Mer, entre Orléans et Blois. En supprimant cette partie du service et en réduisant les périodes d'ouverture des gares, la SNCF «gagne» cinq postes, sans compter les remplaçants.

C'est désormais le contrôleur seul qui donnera le départ et devra faire attention à la sécurité des voyageurs qui montent et descendent du train. Mais, dans ces gares, il n'y a pas que des rames TER de trois ou six voitures qui s'arrêtent. Il y a aussi de nombreux trains Corail de 12 voitures, voire plus. Et surveiller un train de plus de 300 mètres, seul sur un marchepied et dans une région où il y a souvent du brouillard, c'est souvent impossible car on ne peut pas voir toute la longueur du train.

La SNCF prend donc une nouvelle fois le «risque calculé» de multiplier les situations dangereuses, de dégrader la sécurité et les services aux voyageurs: voyageurs sautant dans le train au dernier moment, ceux traversant les voies. Mais elle supprime aussi les services que pouvaient rendre les cheminots aux personnes âgées, aux handicapés, aux aveugles en les aidant à prendre le train. Au nom de la logique du fric, que les plus faibles se débrouillent!

Et les rares cheminots qui resteront à Meung-sur-Loire, Beaugency et Mer ne seront plus formés qu'à la vente des billets et à donner des horaires. En cas d'incident ou d'accident, il y a encore une semaine, ils pouvaient aider le conducteur, participer aux opérations de sécurité sur les trains. Ce n'est plus le cas et c'est un cadre d'astreinte qui devra faire entre 25 et 45 kilomètres pour venir faire ces opérations. A la SNCF, on ne confond pas vitesse et précipitation… et l'incident se transformera en retards encore plus grands.

Les cheminots de ces gares, peu nombreux, entendent protester auprès de la direction locale et alerter les usagers car, après ces mesures, la SNCF aura bien du mal à leur faire préférer le train.

La SNCF (et l'État) continue à supprimer 6000 emplois par an. Les discours mensongers des ministres sur la lutte contre le chômage s'accordent bien mal avec la réalité d'une politique de subventions massives au grand patronat, quitte à réduire au minimum les services publics dans les petites villes.

Correspondant LO

GEC-Alsthom (Belfort)

NON AUX LICENCIEMENTS

En juin, la direction de GEC-Alsthom annonçait un nouveau plan de suppressions d'emplois dans le secteur ferroviaire, la Traction. A Belfort, elle à l'intention de supprimer 289 emplois sur trois ans, ce qui toucherait près du quart des effectifs de ce secteur. La direction dit vouloir faire appliquer ce plan à partir de maintenant, à raison d'une centaine de suppressions par an. Après avoir compté ceux qui devraient partir en préretraite, ceux qui selon elle pourraient être reclassés ailleurs, etc., on entend parler pour cette année de 23 à 33 cas dits «sans solution».

Ainsi l'inquiétude grandit à la Traction. Une chose fait l'unanimité en ce moment dans les ateliers, c'est «*non à des licenciements secs*», pour le maintien des emplois sur l'usine. A la rentrée, profitant du dernier accord national sur les préretraites, la direction a proposé, sur les deux autres principaux secteurs de l'usine, la DEM et EGT, «*un congé de fin de carrière maison*». Cela pour ceux qui ont plus de 57 ans et qui auront leur nombre maximum de trimestres de cotisations à 60 ans. Environ 400 travailleurs seraient concernés sur l'usine avec une perte de salaire importante: 65 % du salaire brut (c'est encore en négociation avec les syndicats).

Mais les directeurs l'ont dit et redit: il n'y aura pas d'embauche correspondant à ces départs, et en particulier pas de place pour ceux de la Traction dont l'emploi doit être supprimé. Seulement 11 personnes, à EGT, pourraient être remplacées éventuellement par mutations internes.

Ainsi, ce n'est pas un plan de suppressions d'emplois qui est programmé, mais trois sur les principaux secteurs de l'usine! Lors d'un débrayage syndical appelé sur la Traction, le 13 septembre, au moment où se tenait une réunion de CE, alors que la direction cherchait à nous endormir sur l'état des commandes, un travailleur a posé publiquement une question aux représentants des patrons : «*Combien comptez-vous prendre sur les bénéfices pour maintenir les emplois?*» A leur air ahuri devant cette question simple, et vu leur réponse complètement à côté, tout le monde a vu que c'était «zéro»...

«*Non à des licenciements secs*», c'est aussi ce qu'a tenu à affirmer la grande majorité de ceux qui ont participé au débrayage du mardi 19 septembre appelé par les syndicats sur l'usine où nous nous sommes retrouvés le matin à environ un millier.

Car quand on sait que la direction cherche à bénéficier des aides gouvernementales en déposant à l'ANPE des offres d'emplois, le tableau est clair : elle cherche tout simplement à se débarrasser de travailleurs qui ont plus ou moins d'ancienneté et à réduire les salaires.

Correspondant LO

Rassemblement de grévistes en novembre 1994.

07

Dans la sidérurgie lorraine

UNE POLITIQUE CRIMINELLE

Un mort dans un silo aux hauts fourneaux de Rombas, un mort dans un convertisseur à Sollac-Sérémange, l'été a été meurtrier dans la sidérurgie lorraine. A Lorfonte-Rombas, au mois d'août, c'est en effectuant le nettoyage d'un silo qu'un jeune intérimaire a été enseveli sous des tonnes d'agglomérés qui se sont abattues sur lui. Un autre jeune qui travaillait à côté a été sauvé de justesse par ses camarades de travail. L'enquête a démontré qu'il n'y avait aucune sécurité dans ce silo. Les échafaudages étaient des planches posées sur des échelles. Il n'y avait pas de vigie, pas de harnais de sécurité. Les jeunes intérimaires n'avaient reçu aucune formation pour faire ce travail très dangereux. Le seul ouvrier non intérimaire présent n'avait aucune compétence pour diriger un tel chantier.

Gamma

Usine Lorfonte à Rombas

Dès les premières heures, la direction de Lorfonte rejetait toute la responsabilité sur l'entreprise de sous-traitance. Mais, au fur et à mesure du déroulement de l'enquête, la vérité se montrait tout autre. Lorfonte avait choisi l'entreprise qui avait proposé les prix les plus bas pour effectuer ce chantier. Les prix étaient divisés par deux et, pour l'entreprise qui avait obtenu ce marché, il n'était pas question de s'occuper de sécurité. Cette façon de faire avec les entreprises de sous-traitance est devenue une habitude pour les patrons de la sidérurgie et les conditions de travail dans ces entreprises sont catastrophiques.

Le deuxième accident mortel a eu lieu à l'aciérie de Sollac, à la fin du maçonnage d'un four. Auparavant, le maçonnage des poches et celui des convertisseurs étaient des métiers à part entière dans la sidérurgie. Mais, pour gagner quelques francs à la tonne d'acier, les équipes de maçons fumistes ont été démantelées et des négriers de la sous-traitance ont pris le relais. Les conditions de travail sont déplorables dans ce secteur, avec la chaleur qui se dégage, le poids des briques à manipuler, ainsi que la poussière. Le 14 septembre, une équipe était en train de terminer le trou de coulée du convertisseur lorsqu'un ouvrier, qui était resté au fond pour ranger les outils, a été tué par des tonnes de briques neuves qui se sont détachées des parois.

Pour l'instant la cause de l'accident n'a pas encore été élucidée. Mais le maçonnage avait 16 heures de retard et il fallait se dépêcher. Là encore, les patrons de Sollac ne s'estiment en rien responsables de cet accident.

Après des dizaines d'années de restructuration, de licenciements et de suppressions de postes, les effectifs ont fondu comme neige au soleil. La productivité, elle, a augmenté. Le manque de personnel est partout. Alors, les patrons sous-traitent des secteurs entiers. Dans les entreprises qui travaillent pour la sidérurgie, les petits patrons ne s'embarrassent pas de scrupules. Les heures supplémentaires se font en pagaille. Travailler 30 jours sur 30 n'est pas rare. La sécurité n'existe pas dans la plupart d'entre elles. Mais les principaux responsables de cette situation sont les patrons de la sidérurgie qui tirent les prix vers le bas et qui se payent le luxe de jouer les hypocrites en déclarant une baisse des accidents.

Le comble c'est que, dans la revue patronale Métal Plus, Sollac et Lorfonte sont cités en exemple pour leurs bons résultats en matière de sécurité! Les taux de fréquence et de gravité des accidents sont bas, paraît-il. Les actionnaires peuvent dormir tranquilles. Les morts ne peuvent être comptabilisés! Ils ne rentrent pas dans les statistiques. Ils ne font pas officiellement partie des effectifs de la sidérurgie.

Correspondant LO

SNECMA (Gennevilliers – Hauts-de-Seine)

UNE RESTRUCTURATION QUI ÉCHAUFFE LES ESPRITS

Avec la venue à la tête de la SNECMA du PDG Dufour, une nouvelle politique est mise en place. C'est le temps du retour à «l'équilibre financier» et des restructurations.

Dufour n'est pas un novice dans ce genre d'opérations. Il a déjà sévi à l'Aérospatiale et dernièrement à l'Alsthom. La politique du «retour à l'équilibre» se traduit par l'annonce de 5000 suppressions d'emplois dans le groupe, dont 3000 dans la maison mère, la SNECMA.

La direction générale s'appuie sur le fait que le chiffre d'affaires devrait passer de 12 milliards à 9 milliards dans les prochaines années. Pour obtenir le ratio de 1 million de francs par salarié, les effectifs passeraient donc de 12000 actuellement à 9000.

Cela se traduit aussi par la fermeture de sites tels qu'Hispano-Suiza à Bois-Colombes et Elecma à Suresnes.

Il y a aussi le déplacement d'ateliers d'un centre à l'autre, comme l'atelier expérimental de Villaroche à Corbeil et le laboratoire de Corbeil à Villaroche.

A noter que le déménagement de l'atelier expérimental ne s'est pas fait sans réaction des salariés.

LO

Lors d'une grève en février 1993.

Sur le site de Gennevilliers, c'est la disparition de l'atelier –là où est effectuée la finition des Aubes– qui est prévue. C'est l'atelier le plus important du centre, en nombre de salariés.

La surface de cet atelier ainsi libérée permettrait la venue d'une partie des salariés d'Hispano, l'autre partie allant sur le site du Havre.

A Gennevilliers, dans une note de service, la direction annonce la couleur. A la fin de la restructuration, nous ne devrions plus être que 1900. Actuellement nous sommes encore 2050 alors que nous étions 2800 avant les premiers plans sociaux.

Pour arriver à ses fins la direction générale a concocté un plan de restructuration qui va tout chambouler. C'est le déménagement du secteur Outillage Forges-Sud qui irait dans l'ancien atelier des Aubes, un atelier d'une autre époque. Ceci afin que les secteurs FAN et Compresseurs de la Mécanique réunis dans une nouvelle structure appelée UIP FAN (Unité intégrée de production) puissent prendre la place.

Autant dire que pour tous, cela se traduira par une dégradation importante des conditions de travail et des pertes d'emplois. L'annonce du plan de la direction au mois de juin avait jeté le trouble et l'inquiétude dans les esprits. Mais très vite, sans pour cela que ce soit la révolte, les salariés de la Mécanique ont demandé des comptes.

Des actions ont eu lieu avant les congés pour exiger une réunion et, devant le mutisme de la direction, il a fallu aller occuper le bureau du chef d'unité, puis celui du directeur du centre. A l'époque, aucune retenue sur salaire n'avait été faite.

Par contre, la semaine dernière, à la suite d'une action du même type, la direction tentait l'intimidation en nous considérant en grève pendant 1h30. Devant notre mécontentement, elle reculait et décidait de payer.

Une nouvelle réunion est prévue pour le 3 octobre et certains disent que cette fois, ou «la direction devra cracher le morceau», ou alors il faudra passer à l'étape supérieure dans l'action.

Correspondant LO

LES NETTOYEURS FONT RECULER —LEUR DIRECTION—

Les nettoyeurs de la société de nettoyage Etincelle viennent de reprendre le travail après 12 jours de grève. Ils ont fait reculer la direction: sur les 15, puis 12 suppressions d'emplois qu'elle avait prévues, ils ont obtenu le maintien sur le site des postes de 5 travailleuses qui devaient être mutées contre leur gré. C'est un compromis, puisque les suppressions d'effectifs toucheront 8 emplois (5 FNE et 3 départs volontaires); mais les grévistes considèrent ce recul comme une victoire, obtenue effectivement contre les patrons, et de l'Etincelle et de la SNECMA.

C'est donc avec l'objectif du maintien des 5 travailleuses de l'équipe du soir, toutes à temps partiel, que la grève s'est poursuivie. Pour ces femmes, la mutation, à l'autre bout de Paris pour certaines, signifiait un trajet accru, pour juste quelques heures de travail, et c'était inacceptable «*Autant toucher le RMI*», a crié l'une d'elles aux oreilles du directeur de la SNECMA.

Dès le premier jour du conflit, une petite partie des grévistes a donc décidé de passer la nuit dans l'usine, dans le local CFDT; une banderole y était bien visible; des tournées ont été organisées pour prévenir l'arrivée de «jaunes», et un campement a été mis sur pied pour le week-end.

Cela ne pouvait évidemment que faire désordre aux yeux de la direction SNECMA, qui s'apprêtait à faire passer tranquillement son énième plan social!

C'est alors qu'elle a tenté de déloger les grévistes, en invoquant le plan Vigipirate!, sans avoir recours aux forces de l'ordre toutefois; puis, elle a essayé, sans succès, d'empêcher les autres grévistes de pénétrer dans l'usine. L'Etincelle, de son côté, faisait venir un huissier.

Ces intimidations n'ont pas eu l'effet recherché. De leur côté, les grévistes ont profité de ce qu'ils étaient à l'intérieur de l'usine pour se déplacer dans les ateliers et expliquer leur mouvement.

Côté propreté, la situation se détériorait bien sûr. Et c'est là que les choses se sont précipitées quand, aux Fonderies, des secteurs entiers ont décidé d'exercer le droit de retrait, c'est-à-dire d'arrêter de travailler (tout en étant payés) au vu du danger que pouvait présenter l'environnement; la SNECMA a menacé alors de ne pas reconnaître ce droit, en considérant ce «retrait» comme un débrayage. Résultat, le lendemain, 200 personnes des trois unités ont fait la même chose et sont venues perturber quelque peu la réunion de Comité d'établissement, en réclamant à la SNECMA d'ouvrir des négociations avec l'Etincelle. Voilà qui commençait à inquiéter sérieusement la SNECMA. Et une autre chose qui a mis des bâtons dans les roues, du patron de l'Etincelle cette fois-ci, c'est la sortie *manu militari*, par les grévistes, du groupe de «jaunes» qu'il accompagnait dans l'usine.

Ainsi, le vendredi 22 septembre, à la dernière réunion, l'inflexible patron de l'Etincelle a fini par, péniblement, articuler: «*Finalement, j'ai tenu compte de vos propositions*».

Il n'y aura donc pas de mutation sur d'autres chantiers pour nos 5 camarades.

Cette grève n'a pas suffi à annuler les suppressions d'effectifs; mais elle a été quand même ressentie comme victorieuse par tous ceux qui y avaient participé, et aussi par tous ceux qui, dans l'usine, n'acceptent pas le diktat des patrons qui voudraient disposer de nous comme bon leur semble.

Correspondant LO

Semurval (transports publics de Valenciennes)

DES ÉCONOMIES QUI SE TERMINENT EN GÂCHIS

En général, la direction de la Semurval, la société de transports publics de la région de Valenciennes, n'a pas tellement de raisons d'être fière d'elle-même. Mais ces temps-ci encore moins. Car elle a accumulé les grosses bourdes coûteuses ces derniers mois, sous prétexte de la recherche des économies qui plus est... En voici les deux exemples les plus remarquables.

Au mois de mai de cette année, la direction a voulu réparer une tuyauterie de gazole sans faire appel à une entreprise spécialisée. Mal lui en a pris : des milliers de litres (combien? On ne l'a pas su...) de gazole se sont déversés dans le sous-sol, dans un étang voisin, ainsi probablement que dans la nappe phréatique.

Au Comité d'entreprise, la direction a reconnu cela, mais du bout des lèvres, et sans donner de précisions. Elle a su plus ou moins étouffer l'affaire d'ailleurs. La presse locale et les autorités n'ont pas bronché, même lorsqu'elles étaient sollicitées.

Continuant dans la même voie, la direction a voulu récupérer une partie du gazole échappé en le pompant, puis en le filtrant. Elle l'a réutilisé, mais, mal filtré, il a endommagé quatre moteurs de bus! Là encore, pas moyen de savoir le montant réel des dégâts.

Mais il y a aussi autre chose. Sur la sécurité des chauffeurs et des voyageurs, les économies étaient aussi à l'ordre du jour. En juin, prétextant un problème d'approvisionnement de pièces, la direction a pris le risque de modifier les mécanismes de freinage des bus.

Il a fallu qu'un délégué CGT mette les pieds dans le plat pour que la chose soit connue de toute l'entreprise. Une expertise a été commandée par le Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT). Evidemment, celle-ci a conclu que la direction était fautive, que la réparation, qui n'utiliserait pas des pièces d'origine, était en contradiction avec les règles de sécurité en vigueur.

Pour éviter tout cela, il aurait suffi que les chefs et les directeurs demandent leur avis aux mécanos.

Ces prétendus responsables se croient permis de tout décider même dans des domaines qu'ils ne connaissent pas, sans demander leur avis à ceux qui connaissent le travail parce qu'ils le font.

Mais voici que tout cela commence à tomber dans le domaine public. C'est ce que la direction déteste le plus. Curieux tout de même, pour des responsables d'une société de transports publics...

Correspondant LO

nos lecteurs écrivent

Dans le Cher

LES NÉGRIERS DU CORNICHON

Au mois d'août, avec deux camarades sans emploi comme moi, nous avons été embauchés pour la cueillette des cornichons, avec pour employeur un gros exploitant agricole, à 25 km de Bourges, dans le Cher. Et de nous retrouver à 75 cueilleurs, dans un champ de 500 m de long et 300 m de large.

Notre contrat, car nous avions un contrat, spécifiait que nous étions payés au rendement. Pour avoir le SMIC horaire, il aurait fallu cueillir : 3,11 kg d'extrafins, 3,30 kg de fins, 2 kg de moyens et 1,5 kg de gros. Mais, répétons-le : c'est ce qu'il aurait fallu cueillir par heure de travail!

Nous avons eu une période d'essai d'une semaine. Le rendement n'a jamais été fait, évidemment, et de loin. Il y avait des jours où il n'y avait que peu ou pas de cornichons. D'autres jours, il n'y avait que des extra-fins. Et le jour de la paie, nous n'en croyions pas nos yeux : 800 F pour trois semaines de travail à six jours par semaine, en pleine canicule...

Nous avons mis l'affaire entre les mains de l'inspecteur du travail, en espérant qu'il intervienne, et pour tous.

Pour notre premier travail saisonnier dans les champs, nous avons subi cette exploitation éhontée, imposée à des gens qui n'ont guère le choix : tous les autres cueilleurs sont d'origine asiatique, et beaucoup étaient là en famille avec leurs jeunes enfants qui travaillaient; le patron les a fait venir aussi le dimanche.

De tels esclavagistes des temps modernes doivent sévir dans bien d'autres régions en toute impunité.

Un lecteur du Cher

Région lyonnaise

FORT BOYARD À L'USINE

«On voit souvent des entreprises proposer des séminaires de toutes sortes à leurs salariés. On en a même déjà vu offrir des séances de saut à l'élastique à leurs cadres. Mais on a rarement vu une entreprise emmener tout son personnel faire de l'escalade et du VTT à Chamonix.

C'est pourtant bien ce qu'a proposé à ses 400 salariés, la direction d'ABB Control, une entreprise de la métallurgie dans la banlieue lyonnaise.

A l'annonce de ce projet, les réactions ne se sont pas fait attendre. Beaucoup se demandaient: «Qu'est-ce que c'est ce truc?». Ce «truc» consistait à réaliser par équipe de 10 des épreuves sportives telles que rafting, escalade ou VTT. Sous les couleurs des maillots et casquettes ABB, cette compétition devait récompenser les meilleures équipes par des remises de trophées.

La direction avait décrété le caractère obligatoire de cette journée et l'avait inscrite dans le cadre d'une formation «Mieux se connaître pour être plus efficace».

Certains salariés se sont alors demandé si la direction pouvait rendre obligatoire une «formation» dont le lien avec l'activité professionnelle était pour le moins difficile à établir. (...) Devant l'ambiguïté de la situation, les salariés opposés à cette journée ont fini par céder à la pression. Seuls quelques-uns d'entre eux ont refusé d'y participer, prenant le risque de perdre une journée de salaire.

La perte était par contre forcée pour le personnel intérimaire dont les contrats ont été arrêtés la veille et repris le lendemain (...)»

J. L. (Lyon)

Ce genre de grand-messes patronales ne sert bien sûr qu'à cultiver l'esprit maison, à faire croire aux travailleurs que leurs intérêts coïncident avec ceux de la direction.

Si des cadres et des travailleurs se sont embarqués une journée pour le même rafting, cela n'empêche ni les gros profits pour les actionnaires ni des salaires ridicules pour les salariés tout le reste de l'année.

Mais puisque certains patrons semblent avoir le goût du sport, les travailleurs peuvent peut-être les satisfaire : en choisissant un autre terrain et un autre style de lutte collective que les épreuves de leurs sports bidon.

Septembre 1895

LA NAISSANCE DE LA CGT

Aujourd'hui, les syndicats ne remplissent plus leur rôle, qui est d'aider les travailleurs à se faire respecter par la classe capitaliste, par les bourgeois privés comme par l'État à leur service. Sous cet angle-là, la CGT, dont on parle aujourd'hui à l'occasion de son centième anniversaire, n'est pas au fond très différente de FO ou de la CFDT. Mais cependant, elle continue à avoir l'image d'une centrale plus combative, et elle attire plus de travailleurs voulant en découdre avec la bourgeoisie que ses concurrentes. Et cela, c'est dû en grande partie à ce que la CGT a été dans ses premières années.

Car à son origine, la CGT a été un syndicat combatif, défendant réellement des positions de classe, soucieux d'éduquer les travailleurs en luttant contre les préjugés existant parmi eux, le chauvinisme en particulier.

C'est à Limoges, du 23 au 27 septembre 1895, que 75 délégués, venant de 17 villes, décidèrent de fonder la CGT, la Confédération Générale du Travail. Ils se voulaient les unificateurs des deux formes de représentation ouvrière du moment : la Fédération Nationale des Syndicats, regroupant, dans des structures qu'on appellerait verticales, des syndicats de métier ou d'industrie, et les Bourses du travail, structures dites horizontales, regroupant les syndiqués au niveau local.

Affiche de la CGT.

LA NAISSANCE DE LA CGT

Dans quel contexte a lieu cette fondation ? La situation de la classe ouvrière est encore proche de celle de *Germinal* : horaires supérieurs à 10 heures par jour dans bien des métiers, salaires misérables, travail des enfants, absence totale de garanties sociales. C'est la libre entreprise triomphante et son cortège de maux. Cette situation a été aggravée par les effets d'une crise économique quasi mondiale : commencée en 1873, elle maintient en France un chômage élevé jusque vers l'année 1896. Cela n'a pas facilité les luttes ouvrières. Pourtant, les grandes grèves de Decazeville en 1886 et de Carmaux en 1892 ont montré ce que l'énergie ouvrière pouvait accomplir : tenir tête à la rapacité capitaliste. D'autre part, une loi autorisant enfin les syndicats a été promulguée en 1884. Ceux-ci se développent rapidement après cette date, et cela d'autant plus que l'on s'éloigne de la saignée provoquée par la répression de la Commune de Paris de 1871.

D'ailleurs cette remontée du moral, liée ou accompagnée du retour des communards exilés, se fait sentir aussi sur le terrain politique. Le mouvement ouvrier se réanime. La réunion, plusieurs années de suite, à partir de 1876, de congrès ouvriers, regroupant militants syndicaux, mutualistes, coopérateurs et politiques, du moment qu'ils soient salariés, en est le signe. En 1879, sous l'influence des marxistes, dont Jules Guesde, ce congrès affirme sa conception socialiste, réclame que les grands moyens de production soient collectivisés, et se considère comme parti ouvrier.

La renaissance des syndicats, de métier d'abord, puis d'industrie, aboutit à la création, en 1886, toujours sous l'égide du parti de Guesde, de la Fédération Nationale des Syndicats. L'année suivante, à Paris, apparaît la première Bourse du travail. L'impulsion pour la création de ces Bourses est bien souvent donnée par des militants anarchistes ou anarchisants qui insistent sur la nécessité d'élever le niveau de culture des travailleurs pour élever leur niveau de conscience. Ces Bourses du travail ont pour rôle premier de contrôler l'embauche. Ensuite, elles assurent une formation professionnelle. Elles sont surtout, dans les villes où elles existent, des lieux de rencontres, de débats, d'éveil des consciences. Elles constituent des bibliothèques, soutiennent souvent les universités populaires et organisent les premiers loisirs ouvriers. En cas de conflit, elles aident les grévistes de diverses manières. Ces Bourses du travail se fédèrent en 1892.

En 1895, à sa naissance, la CGT ne regroupe qu'une partie des organisations ouvrières : on estime, en 1895, qu'il y a 2314 syndicats regroupant 436 000 membres, soit 10% des effectifs industriels, et ils ne sont donc pas tous dans la CGT. De son côté, la Fédération des Bourses du travail est forte, en 1895, de 688 des syndicats existants et de 210 000 syndiqués (soit 48% des effectifs syndicaux). Elle ne rejoindra complètement la CGT qu'en 1902, au congrès de Montpellier.

LA CGT À L'ÉPOQUE DE LA LUTTE DE CLASSE...

Parallèlement à cette remontée syndicale a lieu une croissance du mouvement politique socialiste. Elle se fait dans le fractionnement de plusieurs tendances. Mais la participation aux élections, tant municipales que législatives, est l'occasion pour certaines tendances, ou certains candidats, de passer des alliances avec des courants bourgeois, comme les Radicaux, sous prétexte de défense de la République contre les visées de réactionnaires bigots ou monarchistes, ou d'utiliser les sigles socialistes et les voix ouvrières pour être élus et, une fois la place acquise, mener alors une politique qui n'a plus rien à voir avec la défense des intérêts ouvriers.

C'est cela qui fit, au moins en partie, le succès des idées qui allaient devenir majoritaires au sein du mouvement syndical. Car beaucoup de militants ouvriers allaient réagir contre ces trahisons en rejetant en bloc, les «politiciens» et «la politique». Les deux premiers points du texte fondateur de la CGT indiquaient : «*Il est créé une organisation unitaire et collective qui prend pour titre Confédération Générale du Travail (...) Les éléments constituant la CGT devront se tenir en dehors de toutes les écoles politiques*» et : «*La CGT a exclusivement pour objet d'unir sur le terrain économique et dans des liens d'étroite solidarité les travailleurs en lutte pour leur émancipation intégrale*».

La CGT d'avant 1914 allait donc être marquée par ces raisonnements, à savoir le rejet des partis, fussent-ils ouvriers, la volonté d'interdire la défense de programmes politiques au sein du syndicat et la conviction que le syndicat pouvait, en tant que tel, répondre à toutes les questions posées par la lutte des classes. Cela fut confirmé en 1906 par la Charte d'Amiens, avec tout ce que cela représentait de positif – et de limites.

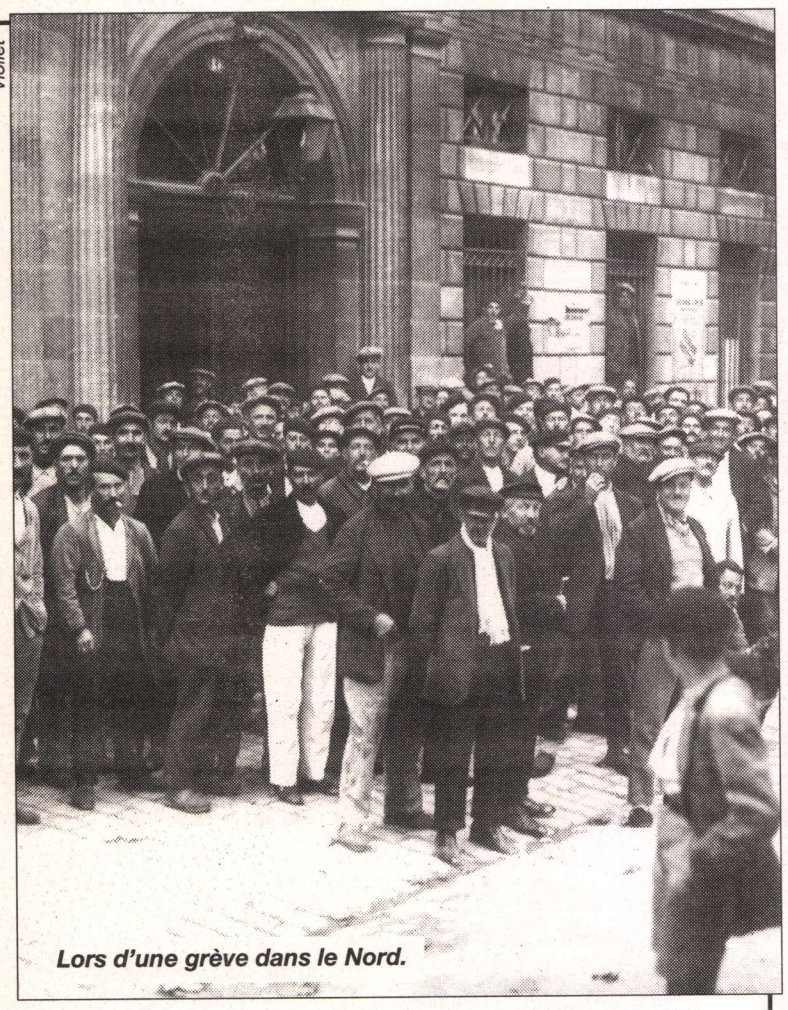
Car si ces réactions étaient le signe d'une conscience de classe, d'une volonté profonde d'unifier la classe ouvrière et d'une tradition de lutte de classes bien vivante dans le mouvement ouvrier français d'alors, elles étaient aussi la manifestation d'un autre aspect de ce mouvement : ses tendances à l'individualisme, qui se retrouvaient plus facilement dans l'anarchisme, et son incapacité à faire face, au-delà de la lutte économique, aux tâches d'organisation politique de la classe ouvrière se posant en classe décidée à partir à l'assaut de l'État bourgeois pour le briser et construire son propre pouvoir.

De la CGT des origines, les révolutionnaires d'aujourd'hui peuvent bien sûr revendiquer le premier aspect, celui de l'organisation des travailleurs sur le terrain de la lutte de classes. Car elle allait aider la classe ouvrière française à écrire quelques-unes de ses belles pages de luttes, d'éveil des consciences, de formation d'un

Bien sûr, les militants révolutionnaires doivent être dans les syndicats existants, dans la CGT en premier lieu, mais cette activité doit être guidée par des préoccupations plus larges, qui dépassent largement le cadre syndical : aider les travailleurs à prendre conscience de leurs intérêts en tant que classe, de leur force et préparer les changements fondamentaux seuls susceptibles d'amener cette «*émancipation intégrale*» que la CGT d'il y a cent ans se fixait comme but.

Englués dans le ou les corporatismes, soucieux de ne rater aucune séance autour des tapis verts où leur représentativité officielle est reconnue, les syndicats n'entraînent plus les travailleurs à réagir contre les mauvais coups, à se sentir une force collective. Pire, dans la plupart des conflits qui prennent une forme un peu radicale, les appareils syndicaux jouent le rôle de «pompiers» sociaux.

Le contraste est grand avec les premières années de la CGT, qui étaient celles d'un syndicat combatif, présent sur le terrain de la lutte économique, mais aussi sur le terrain politique, un syndicat cherchant à défendre réellement les intérêts d'ensemble de la classe ouvrière.



Vollet

Lors d'une grève dans le Nord.

véritable mouvement ouvrier. Ce furent les luttes grévistes, souvent très dures, contre lesquelles les gouvernements bien républicains n'hésitèrent pas à envoyer la troupe et à faire tirer, les luttes inlassables pour faire reconnaître les droits ouvriers, et d'abord celui de se syndiquer, les luttes pour la réduction du temps de travail, au travers des 1er mai marqués par les grèves pour la journée de 8 heures.

Ce furent aussi des années de propagande anti-militariste, de propagande pour la grève générale. Celle-ci était présentée, à tort, comme la panacée permettant de parvenir au socialisme, ou de lutter contre la guerre, mais la propagande en sa faveur n'en témoigne pas moins des efforts faits par les militants ouvriers pour souder les bataillons ouvriers en une seule armée. Tous ces efforts pour élever le niveau de conscience des travailleurs sont à mettre au crédit de la CGT de l'époque, militants et dirigeants.

PUIS À CELLE DE LA COLLABORATION DE CLASSE

Seulement, ceux-ci, souvent anarchistes, ou anarcho-syndicalistes, avaient tort de croire qu'on pouvait se prémunir contre les dangers de pourrissement simplement en rejetant la politique hors du syndicat. La politique les rattrapa en 1914, et ce n'est pas la politique de leur classe, la politique révolutionnaire qu'ils défendirent, mais celle du camp opposé, celle de la bourgeoisie. Eux aussi, tout comme les chefs du Parti Socialiste, acceptèrent l'union sacrée et rangèrent la classe ouvrière derrière les fauteurs de guerre.

Après 1914 et cette double trahison, le défi ouvrier fut relevé par ceux qui allaient créer en 1920 le Parti Communiste. Ce parti voulait se placer à l'école des bolcheviks russes, dirigeants de la révolution victorieuse d'octobre 1917, et fondateurs de la 3e Internationale, l'Internationale Communiste.

L'influence des militants communistes allait marquer la tendance syndicale qu'ils allaient diriger après 1921, la CGT Unitaire (CGTU), exclue de la CGT social-démocrate. Mais la montée du stalinisme allait gangrener dès le milieu des années Vingt le jeune Parti Communiste et la CGTU puis, à partir de 1936, la CGT réunifiée. Dès lors, l'histoire de la CGT allait devenir l'histoire de ses trahisons. Pendant les grandes grèves de 1936, la CGT, même si elle grossit d'adhésions de grévistes combatifs, n'en mena pas moins, dirigeants staliniens et sociaux-démocrates main dans la main, une politique de défense de l'ordre bourgeois. Il allait en être de même pendant et après la Deuxième Guerre mondiale, et aussi en 1968. En fait, dans chacun de ces grands événements, la CGT a joué un rôle conservateur, c'est-à-dire a servi les intérêts de la bourgeoisie.

Aujourd'hui la politique de la CGT se différencie en fait peu de celle de FO ou de la CFDT. Ces trois syndicats apparaissent timorés, incapables non seulement de diriger des luttes offensives mais même de défendre les acquis ou d'aider les travailleurs à résister à l'exploitation quotidienne, apparaissent comme des organisations peu attractives pour des travailleurs cherchant un outil de lutte.

Le simple syndicalisme a depuis longtemps montré ses limites historiques. Ces travailleurs, jeunes ou moins jeunes, ne peuvent s'engager que sur une voie peut-être plus difficile, celle de la construction d'un parti politique ouvrier révolutionnaire.

Jean MASSARDIER

Voir

LE REGARD D'ULYSSE

de Théo Angelopoulos

Un cinéaste grec, exilé aux Etats-Unis, est invité à venir projeter son dernier film dans sa ville natale, à Florina en Epire, dans le nord de la Grèce. C'est l'hiver 1994. Le retour de l'exilé exacerbe les tensions politiques. Les «intégristes» (ainsi sont-ils désignés dans le film, manifestement il s'agit de groupe fascisants) veulent faire interdire la projection qui a pourtant lieu, sur une place de marché, et attire de nombreux spectateurs malgré la pluie. Les clochers carillonnent pour couvrir les sonos du cinéma, des bandes de contre-manifestants se regroupent au son d'hymnes religieux et défilent flambeau au poing avant de tenter d'en découdre avec les partisans du cinéaste.

Mais le cinéaste n'est pas de retour au pays que pour son film. Une obsession le ronge : retrouver trois bobines de film qui n'ont jamais été développées, que les frères Manakis auraient tournées du début du siècle aux années Trente. Cette recherche l'entraîne au travers des Balkans, de Goritsa en Albanie à Skopje en Macédoine, de Bucarest à Constantza en Roumanie, puis jusqu'à Belgrade et Sarajevo.

C'est un long et lent périple (il y a parfois des longueurs, et le film dure trois heures), avec de bien belles images, certaines nostalgiques, d'autres farfelues, sans logique apparente, ni fil conducteur autre que le chemin qu'ont pu parcourir ces bobines, il y a plus de cinquante ans. Le réalisateur ne commente pas. Le passé, le présent s'entremêlent et il semble que, pour le réalisateur, ils ne sont pas si différents, lui qui à un moment fait dire à son personnage : «*Nous avions cru changer le monde...*».

Le passé effectivement est là : misère et arriération de l'Albanie à la Roumanie, fièvre nationaliste en Grèce, guerre civile en Bosnie ; la poudrière balkanique brûle. Partout, des frontières divisent les peuples et même les familles ou les amis. Elles ont tellement changé, ne serait-ce que durant ce siècle, et les peuples se sont tellement mélangés au cours de leur histoire commune, que l'absurdité des barrières nationales, des contrôles policiers qu'elles suscitent, quand ce n'est pas l'ignominie de la chasse aux émigrants clandestins albanais reconduits par cars entiers à la frontière par la police grecque... sautent aux yeux. Le «regard d'Ulysse» n'est pas neutre, et heureusement.

Le film est difficile : faute de repères historiques ou géographiques, on se perd parfois. D'autant que l'histoire suit les méandres de la mémoire du personnage. Mais si l'on peut prendre le temps de regarder ces images et de laisser l'émotion s'en dégager, on aimera ce «regard d'Ulysse».

Cécile BERNIER

CIRQUE TZIGANE À PARIS

Tout près de la place de Clichy, au fond d'une rue et sur un terrain laissé libre par des immeubles démolis, un chapiteau, des caravanes et un feu de bois. Alexandre Bouglione, le responsable de ce cirque tzigane, donne un dernier coup de balai avant la séance, son épouse s'occupe de la caisse, la petite troupe se prépare pour la séance. Et pendant deux heures environ alternent, pour notre plus grand plaisir, dans une musique tzigane jouée et chantée, avec violon, contrebasse, accordéon et claquettes, numéros d'équilibre et de souplesse, jeux et farces.

La troupe est là, présente du début à la fin, et même le public a le droit de participer à la fête.

Arc.

Cirque Bouglione-Romanes, près de la place de Clichy, représentation les mercredis, samedis et dimanches. Renseignements, tarifs et horaires au 43871638.

Demi-tarif pour toute personne ou groupe qui se présente avec *Lutte Ouvrière* : 40F au lieu de 80F et pour les enfants 20F au lieu de 50F.

Turquie

La rupture de la coalition gouvernementale

DES SOCIAUX-DÉMOCRATES OPPOSANTS ... AU BOUT DE QUATRE ANS !

En décidant de se retirer de la coalition au pouvoir en Turquie, les sociaux-démocrates du CHP viennent de provoquer la démission du gouvernement de Tansu Ciller, Premier ministre en poste depuis deux ans, et la fin de cette coalition qui durait depuis quatre ans.

Cette décision de rompre la coalition gouvernementale tient plus à des calculs électoraux qu'à un désaveu réel de la politique menée jusque-là par Tansu Ciller. Car depuis les élections de 1991 et leur entrée dans la coalition gouvernementale aux côtés du Parti de la Juste Voie (DYP), parti de Tansu Ciller, les sociaux-démocrates ont tout cautionné de cette politique de droite : qu'il s'agisse de la caution donnée à l'armée et à la police, de la guerre au Kurdistan, ou de l'austérité contre la classe ouvrière au profit de la bourgeoisie et du grand capital turc et international.

L'usure du Parti Social-Démocrate

Ce faisant, le Parti Social-Démocrate a peu à peu usé le crédit dont il jouissait depuis 1989.

Ce parti qui apparaissait à l'époque sous le sigle du SHP avait obtenu un succès aux élections municipales de mars 1989, totalisant 28,2 % des voix contre 21,7 % pour l'ANAP, le parti du président d'alors, Turgut Ozal. Cette victoire électorale avait permis aux sociaux-démocrates d'emporter la quasi-totalité des grandes villes comme Istanbul, Ankara et Izmir. Les masses populaires qui avaient voté pour le SHP espéraient des gestionnaires moins corrompus que ceux de l'ANAP et moins liés aux généraux responsables du coup d'État de 1980.

Lors des élections législatives d'octobre 1991, le DYP, parti de l'actuel président Suleyman Demirel, obtint la majorité des voix mais, ne disposant pas de la majorité parlementaire, il décida de former un gouvernement de coalition avec les sociaux-démocrates. D'autant qu'il avait besoin de leur caution pour mener la politique d'austérité que l'ancien gouvernement n'avait pu appliquer après les réactions ouvrières du printemps 1989.

Durant cette campagne électorale, Demirel avait promis la démocratisation du régime, et notamment que les commissariats deviendraient des « maisons de verre », qu'il allait ramener l'inflation, alors proche de 80 %, à 20 % et que tout le monde pourrait bientôt disposer de « deux clés », c'est-à-dire d'une maison et d'une voiture ; rien que ça.

En réalité, le gouvernement du DYP, avec la caution du SHP, s'est empressé par des plans d'austérité successifs de diminuer le pouvoir d'achat des masses laborieuses, tandis que l'inflation dépassait largement 100 %. En ce qui concerne la démocratisation, rien n'a changé : on continue à torturer toujours autant, sinon plus, dans les commissariats, tandis que les « disparitions mystérieuses » dues aux brigades de la mort sont devenues presque quotidiennes. Sans parler de l'intensification de la répression dans les régions kurdes devenues en quelques années une véritable terre brûlée où l'armée fait régner la terreur.

Usé par cette compromission avec la politique gouvernementale, le Parti Social-Démocrate, rebaptisé CHP, en avait déjà mesuré les effets lors des élections municipales de mars 1994, où il perdit plusieurs villes au profit du Parti islamique du Bien-Être, Refah Partisi.

Dans la perspective des prochaines élections législatives de 1996, le CHP avait donc décidé de redorer son blason, en se lançant dans une cure d'opposition. Un premier pas dans ce sens fut fait en septembre dernier, en portant à sa tête Deniz Baykal, un politicien jusque-là pas compromis en participant au pouvoir et qui pouvait donc tenter de donner au CHP un visage « neuf ».

Les grèves en cours

D'autant que la classe ouvrière commence à manifester son impatience, notamment dans le secteur public. En principe, des conventions collectives concernant 680 000 travailleurs de ce secteur auraient dû être signées au début de l'année entre le gouvernement et les syndicats. Le gouvernement n'accordant que 5,4 % d'augmentation, alors que l'inflation dépasse 80 %, les bureaucraties syndicales ont fait traîner les choses en longueur. Et si elles se sont finalement décidées à lancer des mots d'ordre de grève, c'est en prenant toutes les précautions nécessaires pour ne pas être débordées et en restant strictement dans le cadre légal très contraignant. Au total, quelque 300 000 travailleurs devraient finalement être appelés progressivement à la grève ces jours-ci.

La sortie des sociaux-démocrates de la coalition au pouvoir s'inscrit donc dans ce climat social et dans cette perspective électorale. Comme il l'avait annoncé dès septembre, Deniz Baykal comptait bien ainsi provoquer une crise gouvernementale et déclencher des élections législatives anticipées qui pourraient lui être plus favorables.

Pour l'heure, Tansu Ciller tente de former un nouveau gouvernement en se tournant vers le principal parti d'opposition de droite, le Parti de la Mère Patrie, ANAP, mais rien ne permet encore d'affirmer que celui-ci acceptera de se compromettre à son tour dans une coalition. Quant aux élections législatives qui devaient se tenir à la fin en novembre 1996, Tansu Ciller a d'ores et déjà proposé qu'elles soient avancées au printemps prochain.

Du point de vue des travailleurs turcs, il n'y a bien sûr pas grand-chose à espérer de tout cela, et surtout pas des dirigeants sociaux-démocrates. Ceux-ci n'ont en tête que leurs petits calculs politiciens, alors que la grave situation économique, l'inflation, la guerre au Kurdistan et les massacres qu'elle entraîne, le danger représenté par le renforcement de l'emprise de l'armée, de l'extrême-droite et de leurs escadrons de la mort, nécessiteraient de tout autres perspectives politiques.

Julien SYLVA

Les dirigeants des bureaucraties syndicales en livrées de « surveillants de grèves » (piquets de grève). A droite, Bayram Meral, secrétaire de la principale centrale syndicale, Türk Is.

Arc

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995